DIALOGUE GLOBAL

10.3

3 numéros par an en plusieurs langues

Entretien avec Robert Kuttner — **Johanna Grubner**

Climat et changements — **Md. Rezwan Siddiqui, Markus Wissen, Vishwas Satgar, Joan Fitzgerald**

Covid-19 : Pandémie et crise — **Mahmudul Hasan Laskar, Attila Melegh, Iliana Olivié et Manuel Gracia, Brigitte Aulenbacher, Petra Ezzeddine, Dóra Gábriel, Michael Leiblfinger, Kinga Milankovics et Veronika Prieler, Dev Nath Pathak, Michele Grigolo et Craig Lundy**

Perspectives théoriques — **Syed Farid Alatas**

Hommage à Yogendra Singh — **Mir Suheel Rasool**

Ré-imaginer la société — **S.A. Hamed Hosseini, Barry Gills, Scott Timcke, Shelene Gomes**

Sociologie du Sri Lanka — **Siri Hettige, Subhangi M.K. Herath, Kalinga Tudor Silva, Farzana Haniffa, Premakumara de Silva**

Rubrique ouverte

> La question des déchets plastiques en Chine

MAGAZINE

Association Internationale de Sociologie

DG VOLUME 10 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2020
https://globaldialogue.isa-sociology.org/

> Éditorial

Ce numéro s'ouvre sur une interview de Robert Kuttner, dans laquelle le célèbre journaliste analyse notre temps à la lumière des travaux de Karl Polanyi. En partant de la situation politique et économique au début du XXe siècle, Kuttner aborde les tendances actuelles de la mondialisation, la nécessité d'économies nationales fortes pour renforcer les processus de décision démocratiques, et les questions d'inclusion et d'exclusion dans un contexte d'augmentation des migrations internationales.

Notre premier dossier aborde l'une des questions les plus pressantes de notre époque : le changement climatique. Les articles de cette rubrique traitent des répercussions sur la société du changement climatique qui ne sont pas habituellement associées aux questions écologiques, comme la question de la démocratie et des migrations, tout en esquissant des alternatives afin d'éviter que le capitalisme ne continue à détruire notre environnement.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la pandémie du Covid-19 et ses répercussions dominent encore une grande partie du monde, bien que de diverses façons. C'est pour cette raison que nous avons à nouveau inclus une rubrique sur le sujet, destinée à recueillir des analyses du monde entier. Celle-ci offre un aperçu des discussions en cours dans notre discipline, avec des articles en provenance d'Inde et d'Europe qui traitent de questions allant des soins à domicile, de la charité et des migrations au potentiel de la sociologie publique en temps de confinement.

La crise du Covid-19 est également le point de départ des réflexions de Syed Farid Alatas sur le rôle et l'impact de la pensée et de la théorie sociologiques sur l'ensemble de la société.

L'article qui suit est un hommage à Yogendra Singh, pionnier de la sociologie indienne qui est décédé cette année et dont les recherches sur la modernisation et la tradition dans l'Inde postcoloniale ont été particulièrement novatrices.

La rubrique suivante inclut trois articles pour ré-imaginer la société et réfléchir sur les évolutions actuelles ainsi que sur le sens de la sociologie. S.A. Hamed Hosseini et Barry Gills adoptent une perspective transformative tandis que Shelene Gomes et Scott Timcke discutent de la manière d'aborder la société d'un point de vue sociologique.

Ce numéro comprend également une section consacrée à la recherche sociologique sri lankaise. Réunis par Siri Hettige, les articles de cette section montrent le dynamisme de notre discipline dans ce pays, sur des questions qui vont de la violence des conflits à celle de l'unité nationale, et offrent un aperçu de l'histoire de la sociologie et de l'anthropologie dans le pays.

Enfin, la « Rubrique ouverte » qui clôt ce numéro revient sur la question de la mondialisation et des catastrophes écologiques, en évoquant la crise liée aux déchets plastiques en Chine. ■

Brigitte Aulenbacher et **Klaus Dörre**,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur le site web de l'ISA.
> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

Association Internationale de Sociologie

DIALOGUE GLOBAL

> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistantes d'édition :
Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :
Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : *(Tunisie)* Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem ; *(Algérie)* Souraya Mouloudji Garroudji ; *(Maroc)* Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine ; *(Liban)* Sari Hanafi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Martín Urtasun.

Brésil : Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Pragya Sharma, Manish Yadav.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrabi, Sayyed Muhamad Mutallebi, Faezeh Khajehzade.

Kazakhstan : Aigul Zabirova, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

Pologne : Beata Maluchnik, Justyna Kościńska, Jonathan Scovil, Sara Herczyńska, Weronika Peek, Kamil Lipiński, Aleksandra Wagner, Aleksandra Biernacka, Jakub Barszczewski, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Iwona Bojadżijewa.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Bianca Mihăilă, Alexandra Mosor, Maria Stoicescu.

Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taïwan : Wan-Ju Lee, Hung Tsung Jen, Tao-Yung Lu, Po-Shung Hong, Yu-Chia Chen, Yu-Min Huang, Yu-wen Liao, Bun-Ki Lin.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

*Cette section porte sur l'un des problèmes majeurs de notre époque, le **changement climatique**, pour traiter de répercussions sur la société qui ne sont pas habituellement associées aux questions écologiques, comme la question de la démocratie et des migrations, et en même temps esquisser des alternatives afin d'éviter que le capitalisme ne continue à détruire notre environnement.*

Dialogue Global *consacre à nouveau une rubrique spéciale à la situation et à la crise actuelles auxquelles les populations de différents pays sont confrontées à cause du **COVID-19**. Cette section offre un aperçu des discussions en cours dans notre discipline, avec des articles en provenance d'Inde et d'Europe qui traitent de questions allant des soins à domicile, de la charité et des migrations au potentiel de la sociologie publique en temps de confinement.*

*Cette section sur la **sociologie du Sri Lanka** montre le dynamisme de cette discipline dans le pays, sur des questions qui vont de la violence des conflits à celle de l'unité nationale. La section offre également un aperçu de l'histoire de la sociologie et de l'anthropologie dans le pays.*

Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE.**

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Survivre au capitalisme mondial avec Karl Polanyi
Entretien avec Robert Kuttner
Johanna Grubner, Autriche 5

> CLIMAT ET CHANGEMENTS

Migrations climatiques en Asie du Sud
Md. Rezwan Siddiqui, Bangladesh 9

La crise climatique et la question de la démocratie
Markus Wissen, Allemagne 11

Après le capitalisme, l'éco-socialisme démocratique ?
Vishwas Satgar, Afrique du Sud 13

Des actions pour le climat pour rénover les quartiers
Joan Fitzgerald, États-Unis 16

> COVID-19 : PANDÉMIE ET CRISE

La charité pendant le confinement en Inde :
Prestige et stigmatisation
Mahmudul Hasan Laskar, Inde 18

Pénurie dans le secteur du *care* ?
Migration et démographie politique
Attila Melegh, Hongrie 20

Le Covid-19 pourrait-il entraîner la fin de la mondialisation ?
Iliana Olivié et Manuel Gracia, Espagne 22

En Europe centrale, l'aide à domicile à l'épreuve du Covid
Brigitte Aulenbacher, Autriche; Petra Ezzeddine, République tchèque ; Dóra Gábriel, Hongrie ; Michael Leiblfinger, Autriche ; Kinga Milankovics, Hongrie ; Veronika Prieler, Autriche 25

La sociologie publique en Asie du Sud pendant le confinement
Dev Nath Pathak, Inde 27

La sociologie publique face à la pandémie
Michele Grigolo et Craig Lundy, Royaume-Uni 29

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Distanciation sociale : Le rôle de la sociologie
Syed Farid Alatas, Singapour 31

> HOMMAGE À YOGENDRA SINGH

Un pionnier de la sociologie indienne moderne
Mir Suheel Rasool, Inde 34

> RÉ-IMAGINER LA SOCIÉTÉ

De l'urgence d'une (ré)intégration de la radicalité
S.A. Hamed Hosseini, Australie 36

Au-delà de *Koyaanisqatsi* : Réimaginer la civilisation
Barry Gills, Finlande 38

Inspiration rastafari et réinvention aux Caraïbes
Scott Timcke et Shelene Gomes, Trinité-et-Tobago 40

> SOCIOLOGIE DU SRI LANKA

La sociologie sri-lankaise dans le contexte mondial et local
Siri Hettige, Sri Lanka 42

Un aperçu historique sur la sociologie sri-lankaise
Subhangi M.K. Herath, Sri Lanka 44

Paix, conflit et violence au Sri Lanka
Kalinga Tudor Silva, Sri Lanka 46

Le rôle de la violence dans la formation de l'État sri-lankais
Farzana Haniffa, Sri Lanka 48

Des frontières imprécises entre anthropologie et sociologie
Premakumara de Silva, Sri Lanka 50

> RUBRIQUE OUVERTE

Mondialisation et dépendance :
La question des déchets plastiques en Chine
Pinar Temocin, Japon 52

"Les années 2020 peuvent être considérées comme la décennie la plus décisive du siècle le plus crucial de l'histoire de l'humanité, où 'demander l'impossible' devient la seule option 'réaliste' pour les forces révolutionnaires émergentes"

S.A. Hamed Hosseini

> Survivre au capitalisme mondial avec Karl Polanyi

Entretien avec Robert Kuttner

Robert Kuttner. Crédit : Robert Kuttner.

Robert Kuttner est le co-fondateur et co-rédacteur en chef du magazine *The American Prospect*, et professeur à la Heller School de l'Université Brandeis aux États-Unis. Il a longtemps été chroniqueur pour *Business Week* et pour le groupe *Washington Post*. Il est l'un des fondateurs de l'Institut de politique économique (Economic Policy Institute) et siège à son conseil d'administration et à son comité exécutif. Il est l'auteur de douze livres, les plus récents étant *Can Democracy Survive Global Capitalism?* et son dernier essai sur la démocratie et les élections américaines de 2020, *The Stakes*. Parmi ses autres livres, on peut citer celui de 2008, *Obama's Challenge: American's Economic Crisis and the Power of a Transformative Presidency*, classé numéro un sur la liste des best-sellers du *New York Times*, et son volume de 2013 sur la crise financière, *Debtors' Prison: The Politics of Austerity Versus Possibility*. Le plus connu de ses précédents ouvrages est *Everything for Sale: The Virtues and Limits of Markets* (1997). Ses articles, où il fait interagir l'économie et la politique, ont été publiés dans *The New York Times Magazine* and *The New York Times Book Review*, *The Atlantic*, *Harpers*, *The New Republic*, *New York Review of Books*, *The New Yorker*, New York Magazine, *Mother Jones*, *Village Voice*, *Commonweal*, *Dissent*, *Foreign Affairs*, *New Statesman*, *Political Science Quarterly*, *Columbia Journalism Review*, *Harvard Business Review* et *Challenge*. Il a également été rédacteur et chroniqueur au *Washington Post*, enquêteur en chef de la commission bancaire du Sénat américain, directeur exécutif de la commission nationale sur les quartiers mise en place par le président Carter, et rédacteur de la rubrique économique de *The New Republic*. Il a remporté plusieurs prix, dont le prix Paul Hoffman du Programme des Nations unies pour le développement pour l'ensemble de son œuvre sur l'efficacité économique et la justice sociale. Il est ici interviewé par **Johanna Grubner**, doctorante à l'université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et assistante d'édition de *Dialogue Global*.

>>

JG : Dans votre livre* Can Democracy Survive Global Capitalism? *publié en 2018, vous reprenez l'analyse que Karl Polanyi faisait du début du XX^e^ siècle, et affirmez que nous sommes actuellement confrontés à une situation similaire aussi bien au plan économique que politique. Pouvez-vous développer cet argument pour nos lecteurs et expliquer en quoi l'approche de Polanyi est utile à votre analyse du capitalisme mondial ?

RK : Au début du XX^e^ siècle, les élites financières et leurs alliés politiques ont permis au capitalisme sauvage de déborder les divers mécanismes de résilience sociale. Cette situation a été exacerbée par les exigences du traité de Versailles, qui combinait le laisser-faire avec une mentalité de recouvrement des dettes et avec l'austérité économique. Résultat, la situation, en particulier en Allemagne et en Autriche, est devenue économiquement intenable pour les gens ordinaires, qui se sont alors tournés en masse vers le fascisme. Ils l'ont fait parce qu'ils avaient perdu confiance dans les institutions parlementaires, et parce que le nationalisme économique et politique semblait promettre un avenir meilleur.

Selon Polanyi, les trois mécanismes du système économique du XIX^e^ siècle étaient l'étalon-or, le laisser-faire commercial et l'idée selon laquelle le travail était une marchandise, et devait donc trouver son prix sur le marché. On retrouve le pendant de ces trois mécanismes aujourd'hui, avec l'équilibre budgétaire et l'austérité fiscale en lieu et place de l'étalon-or, la promotion d'un commerce mondial non réglementé par l'Organisation mondiale du commerce et l'idéologie néolibérale, et les mesures de protection des travailleurs réduites à néant au nom du libre-échange. Une fois de plus, le laisser-faire a entraîné une catastrophe économique pour les gens ordinaires, et l'indignation politique a pris la forme de l'ultranationalisme.

Ce qui est encore plus consternant, c'est que nous avons appris dans l'après-guerre qu'il est possible, en matière d'économie, d'amortir le « capitalisme pur » par des protections sociales. Celles-ci rendent le système plus productif et aussi plus équitable. Mais la période qui a suivi 1973 a montré qu'il s'agit d'un équilibre très difficile à maintenir politiquement. Les capitalistes n'aiment pas les contraintes et s'y opposent.

La conséquence a été la même que dans les années 1920 et 1930. Lorsque les travailleurs subissent des bouleversements, et que les centristes ne les défendent pas, ils se tournent vers l'extrême droite. Dans les années 90, beaucoup se sont tournés vers la gauche modérée, mais à ce moment-là, la gauche modérée avait également adopté la plupart des formulations néolibérales.

À présent, nous avons un néofasciste à la tête du pays le plus puissant du monde, les États-Unis. Le néofascisme est présent à la fois dans la vieille et dans la nouvelle Europe et il y a très peu de socialistes démocrates crédibles. Tout cela nous renvoie clairement à Polanyi.

JG : À côté de ces importantes similitudes, la production capitaliste d'aujourd'hui est notamment organisée autour de chaînes de valeur mondiales qui pratiquent fréquemment la « production à flux tendu ». Cela ne représente-t-il pas une différence importante avec l'économie mondiale des années 30 ? Et pourquoi l'analyse de Polanyi est-elle encore pertinente ?

RK : En fait, le passage à des chaînes d'approvisionnement mondiales rend l'analyse de Polanyi plus pertinente que jamais. Avec la délocalisation des grandes entreprises en Asie, où les travailleurs sont très mal payés et exploités, il devient beaucoup plus difficile de maintenir dans les démocraties des contrats sociaux pour protéger les travailleurs des aléas du marché. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont des marchés libres dopés aux stéroïdes.

JG : Aux États-Unis, mais aussi en Amérique latine et en Europe, le populisme de droite est en plein essor. Quel lien établissez-vous entre d'une part la montée du populisme de droite dans ces régions du monde, et la montée du néofascisme que vous avez évoqué précédemment, et d'autre part la mondialisation du capitalisme et l'affaiblissement de la régulation par les États ?

RK : Le problème n'est pas la mondialisation du capitalisme en tant que telle. Nous avions déjà une forme de capitalisme mondialisé avec le système de Bretton Woods de 1944, qui avait été explicitement conçu pour doter les nations d'une importante marge de manœuvre politique leur permettant de mettre au point des économies de plein emploi protégées contre les pressions déflationnistes des capitaux privés à l'échelle mondiale. Mais la version de la mondialisation imposée depuis l'avènement de l'Organisation mondiale du Commerce et du traité de Maastricht en Europe est expressément destinée à utiliser les doctrines de la libre circulation des biens, des services, des capitaux (et dans le cas de l'Europe, des personnes) pour saper la capacité des institutions démocratiques à réguler, contraindre et tempérer le capital. Une fois de plus, la réaction des populations déstabilisées est de se tourner vers les ultra-nationalistes et les populistes de droite (et plus rarement, comme en Bolivie, vers les populistes de gauche).

JG : Dans le passé, les mouvements de résistance aux inégalités du capitalisme se voulaient expressément internationalistes. Pensez-vous que ce type de mouvements qui cherchent à dépasser le niveau national a aujourd'hui sa place et son utilité, ou les avantages stratégiques de l'État-nation sont-ils la meilleure option pour le moment présent ?

>>

RK : Comme je l'ai fait observer, l'État-nation est le lieu des institutions et de la citoyenneté démocratique. Mais comme le montrent les accords de Bretton Woods et les conventions de l'Organisation internationale du Travail, la solidarité internationale des citoyens et des travailleurs est fondamentale pour faire contrepoids au pouvoir du capital international. Le problème, c'est que la période de Bretton Woods était exceptionnelle. Dans la plupart des cas, l'internationalisme est, dans la pratique, un internationalisme du capital, et non celui de la citoyenneté.

JG : Dans vos travaux, vous décrivez comment les « économies mixtes » ont apporté une prospérité sans précédent à l'Europe et aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Pouvez-vous décrire le système d'« économie mixte » et sa relation avec la démocratie et l'autonomie des États ?

RK : L'économie mixte est une expression de l'économiste Paul Samuelson pour désigner une économie qui était à la base capitaliste, mais complétée par un État providence et dans certains cas par une planification et une propriété publiques, ainsi que par une réglementation stricte du secteur financier et des industries clés. L'économie mixte a également comporté la réglementation de l'agriculture, le renforcement par l'État de la position des syndicats en tant que partenaires sociaux légitimes, ainsi que d'autres mécanismes de gouvernement destinés à poser des limites au « capitalisme pur ». La citoyenneté s'exprimant au niveau de l'État-nation, la plupart de ces politiques sont mises en œuvre à l'échelle nationale. L'expérience européenne d'une confédération a, dans l'ensemble, affaibli la régulation du capitalisme et renforcé le capital. C'est quelque chose qui avait été anticipé et salué par Hayek. Pour Polanyi, une économie mixte ne suffisait pas, aussi bien au plan économique que politique, et ce qu'il fallait, c'était un socialisme démocratique.

JG : Une question continue de se poser à la gauche dans de nombreux pays : Comment le socialisme démocratique dans un pays donné peut-il survivre et résister aux pressions du capitalisme mondial ? Polanyi nous apporte-t-il des éléments de réponse ?

RK : Il faut soit des gouvernements de gauche dans les grands pays, soit des restrictions sans équivoque au pouvoir de la finance mondiale. L'expérience de « Vienne la Rouge » chère à Polanyi a duré une quinzaine d'années, avant d'être détruite par des forces plus puissantes. Il y a quand même eu quelque chose comme la social-démocratie, à défaut de socialisme démocratique, pendant deux ou trois décennies après la Seconde Guerre mondiale, et même plus longtemps en Suède. Donc si les citoyens sont mobilisés, le socialisme démocratique dans un pays peut survivre pendant au moins une ou deux générations. Et, pour reprendre la phrase célèbre de Keynes, à long terme, nous serons tous morts. Toutefois, si le système mondial manifeste son hostilité à l'égard de la social-démocratie dans un pays, même des systèmes consensuels comme ceux de la Suède ou du Danemark se retrouvent menacés. Les prestations sociales et les salaires décents ne sont pas considérés comme compétitifs à l'échelle mondiale. Le mondialisme met à mal les réglementations nationales. La Cour européenne de justice, qui représente le néolibéralisme mondial sur un continent, a jugé que plusieurs aspects des contrats sociaux scandinaves étaient incompatibles avec la législation de base de l'Union européenne. Dès leur arrivée au pouvoir à Stockholm et à Copenhague, les néolibéraux ont délibérément commencé à décrédibiliser la logique institutionnelle de la solidarité sociale. Il nous faut donc revoir le système mondial mais aussi revendiquer à nouveau une politique intérieure, pays par pays. Les deux choses vont de pair.

JG : Pour maintenir la démocratie au sein du capitalisme mondial, vous plaidez en faveur d'économies nationales fortes. Selon vous, qu'est-ce qu'il est nécessaire de faire pour influer sur le renforcement de l'État alors que les inégalités mondiales sont maintenues au travers de la citoyenneté ?

RK : Je pense qu'une économie juste doit être avant tout nationale parce que la citoyenneté démocratique est nationale. Cependant, les citoyens des pays riches qui consomment une part disproportionnée des ressources mondiales ont également la responsabilité d'œuvrer pour un environnement durable et une plus grande équité économique mondiale. La politique du laisser-faire est un moyen d'essayer d'égaliser les revenus à l'échelle mondiale, mais au prix d'une augmentation des inégalités politiques et économiques au sein des pays, et donc d'une dégradation de la démocratie, et en outre elle n'apporte pas de réponses au dérèglement climatique. Comme l'a notoirement fait remarquer Nicholas Stern, le changement climatique mondial est le plus grand échec du marché que le monde ait connu. On obtient la justice climatique et une plus grande égalité mondiale en limitant le laisser-faire, et non en lui donnant libre cours.

JG : À une époque fortement marquée par les migrations et les exodes, le concept de citoyenneté, avec les inégalités qui lui sont inhérentes, n'est pas sans contradiction. Quel regard portez-vous sur les revendications visant à dissocier les droits démocratiques du statut de citoyen ?

RK : C'est compliqué, en effet. À partir du moment où on a une démocratie, se pose inévitablement la question de l'appartenance à cette démocratie. Les membres d'une démocratie sont connus comme des « citoyens ». Cela dit, une démocratie digne de ce nom étend les droits fondamentaux de la personne aux non-citoyens, même s'ils ne peuvent pas voter. Certes les non-citoyens sont considérés comme des étrangers, mais nul ne devrait être considéré comme étranger eu égard aux droits fondamentaux

>>

de la personne. C'est la raison d'être des grands traités et conventions sur les droits de la personne. De manière générale, les démocraties les plus solides, comme les pays scandinaves, ont tendance à être plus favorables aux droits universels fondamentaux, y compris pour les personnes qui ne sont pas citoyens de leur pays.

Mais ces traités et conventions n'ont de sens qu'à condition d'être acceptés et appliqués par les pays signataires. La Convention de 1951 sur les réfugiés, signée et ratifiée par 145 pays, exige des États qu'ils admettent les demandeurs d'asile qui craignent avec raison d'être persécutés. La Convention accorde également aux réfugiés la possibilité de saisir les tribunaux. Mais le fait est qu'à la fois les dispositions explicites et l'intention générale de la Convention sont largement bafouées ou mises en échec, étant donné que les nations hostiles aux immigrants et aux réfugiés inventent des distinctions entre réfugiés économiques et réfugiés politiques, et rendent la vie très dure aux demandeurs d'asile. C'est le même type d'évitement qui est souvent employé pour nier les droits humains fondamentaux des travailleurs prévus par les conventions de l'Organisation internationale du travail – des conventions qui ont également été acceptées par toutes les grandes nations.

JG : La pandémie de Covid-19 et l'évolution économique, sociale et politique qui en découle semblent se traduire par une crise durable et profonde dans de nombreux pays. Quels sont d'après vous les risques pour les rapports entre capitalisme et démocratie ?

RK : La pandémie met en évidence la nécessité d'une gouvernance efficace et l'incapacité du marché privé à remédier aux crises de santé publique. Les vaccins et les programmes de dépistage sont des biens sociaux. Les pays qui ont des gouvernements nationaux efficaces sont ceux qui ont le mieux réussi à contenir la propagation du virus. Ils l'ont fait en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et des ONG privées, mais le leadership a été gouvernemental. Si Donald Trump était un néo-fasciste compétent, il aurait pu démontrer l'efficacité d'un aspirant dictateur. Mais il s'est révélé incompétent et corrompu, montrant ainsi la nécessité d'un gouvernement pas seulement fort, mais efficace et démocratiquement responsable. ■

Toute correspondance est à adresser à Robert Kuttner <kuttner@prospect.org>

> Migrations climatiques en Asie du Sud

Md. Rezwan Siddiqui, East West University (Bangladesh)

En Mongolie, un phénomène climatique appelé « dzud », caractérisé par des hivers extrêmes, se produit de plus en plus fréquemment. En particulier lorsqu'il se conjugue à des étés très secs, il entraîne la mort d'une grande partie du bétail dont dépend une large part de la population pour son alimentation. Crédit : Banque asiatique de développement/flickr.com. Certains droits réservés.

L'Asie du Sud comprend l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Pakistan, le Népal, les Maldives, l'Inde et le Sri Lanka. Avec une population estimée à 1,836 milliard d'habitants, soit près du quart de la population mondiale, c'est l'une des régions les plus densément peuplées du monde. Ses économies en plein essor, ses indices de développement humain en constante amélioration et son urbanisation rapide ont fait de l'Asie du Sud le dernier territoire où se joue la bataille pour le développement mondial.

Les migrations font depuis toujours partie de la vie des gens en Asie du Sud. Si la croissance économique inégale constitue sans aucun doute le principal moteur de mobilité dans la région, l'influence des facteurs environnementaux est également importante. La tendance des gens à se déplacer (temporairement, saisonnièrement ou définitivement) pour réduire le risque de subir des catastrophes naturelles et des crises agricoles récurrentes remonte aux temps préhistoriques. Le type de mobilité dominant en Asie du Sud est la migration interne (principalement des zones rurales vers les zones urbaines). La mobilité internationale est également assez répandue, surtout depuis ces 20 dernières années où on a assisté à une croissance substantielle du flux annuel de migrants en provenance de cette région (principalement pour des raisons économiques et de travail). La mobilité transnationale des personnes entre les pays d'Asie du Sud est également importante, étant donné leur longue histoire commune, la similitude des modes de vie au plan socioculturel et économique et la porosité des frontières.

La vulnérabilité réelle de l'Asie du Sud face au changement climatique ne résulte pas tant d'une vulnérabilité biophysique (changements des paramètres climatiques, et phénomènes météorologiques extrêmes qui en résultent) que d'une vulnérabilité socio-économique de ces sociétés (mauvaises conditions socio-économiques, taux élevés de pauvreté, forte dépendance à l'égard de l'agriculture, infrastructures insuffisantes, gouvernance défaillante, etc.). D'après le Rapport mondial 2020 sur les déplacements internes (GRID 2020), il y a eu en 2019 environ 9,5 millions de personnes déplacées en Asie du Sud en raison de catastrophes naturelles (inondations, pluies de mousson et cyclones). Suffisamment de faits concourent d'ores et déjà à indiquer que l'intensité, la fréquence et les répercussions de tous ces risques sont amplifiées par les changements climatiques. Selon la Banque mondiale, il pourrait y avoir 18 à 40 millions de migrants climatiques de plus d'ici 2050, en fonction des efforts déployés pour résoudre le problème.

Les migrations liées au changement climatique en Asie du Sud présentent certaines particularités. Premièrement, le changement climatique n'est pas la raison principale des migrations en Asie du Sud, mais interagit avec d'autres vulnérabilités socio-économiques, ce qui contribue nettement à exacerber le risque de migration. Il apparaît de plus en plus clairement que le changement climatique compromet d'ores et déjà la prospérité économique en remettant en cause la sécurité sociale et la sécurité des moyens de subsistance. En outre, le changement climatique a déjà des répercussions directes sur les services écosystémiques, la sécurité alimentaire, la santé humaine, ainsi

>>

En Asie, les typhons, de plus en plus fréquents, détruisent les moyens de subsistance des populations. Crédit : Banque asiatique de développement/flickr.com. Certains droits réservés.

que sur la capacité de production agricole et les moyens de subsistance dans toute l'Asie du Sud.

Deuxièmement, il faut comprendre que la plupart des migrations internes en Asie du Sud sont dues à des raisons économiques, tandis que la plupart des migrations transnationales et internationales résultent de l'effet conjugué de facteurs politiques et économiques. Le dérèglement climatique aggrave ces facteurs de manière directe et indirecte.

Troisièmement, il n'est pas facile, dans la plupart des cas, de distinguer les migrants climatiques des autres migrants. Des initiatives ont été menées dans ce sens, sans succès. En Asie du Sud il existe une grande diversité de comportements de mobilité que les individus ou les communautés adoptent pour limiter l'impact des changements climatiques (et d'autres menaces) sur leur vie et leurs moyens de subsistance. Il est impossible de regrouper tous ces comportements de mobilité dans un seul schéma. Par conséquent, il serait sans doute plus utile d'élaborer un schéma de migration climatique en conjonction avec les migrations économiques et politiques et d'examiner le rôle des effets directs et indirects du changement climatique sur (tous) les comportements de mobilité.

Quatrièmement, les données concernant les liens entre changement climatique et facteurs de migration sont extrêmement limitées en Asie du Sud, ce qui se traduit inévitablement par une élaboration inadaptée des politiques publiques et une mauvaise gestion des migrations. En outre, l'interaction entre le changement climatique et d'autres facteurs de migration (politiques, économiques ou sociaux) n'est pas encore pleinement comprise, en particulier à l'échelle micro.

Cinquièmement, en Asie du Sud, le changement climatique entraîne principalement des migrations internes. Ce type de migration commence souvent par une mobilité temporaire ou saisonnière, avant d'aboutir à une migration permanente. La majorité des migrants se dirigent vers les zones urbaines et suivent souvent le réseau migratoire et le schéma de migration par étapes.

Sixièmement, les migrations climatiques transnationales sont d'ores et déjà un sujet de controverse dans la région. Il n'y a pas de consensus entre les pays et les gouvernements sur la nature de ces migrations, leurs caractéristiques et leur évolution future. Pour compliquer encore un peu plus les choses, on constate que cette question est déjà devenue un enjeu très politisé dans la région ainsi qu'un problème (très médiatisé) de sécurité.

Septièmement, les pays de cette région sont parmi les principales sources de main-d'œuvre bon marché pour de nombreuses économies développées, dans la plupart des cas au travers d'accords bilatéraux. Mais dans ce domaine, la concurrence entre ces pays est féroce. Parfois, la migration de main-d'œuvre qui en résulte est présentée comme l'un des processus d'adaptation des migrants climatiques, ce qui est peu crédible.

Huitièmement, l'issue des décisions en matière de mobilité (et d'immobilité) dépend fortement à la fois de la capacité du migrant et de celle de la société vers laquelle il migre. La capacité des sociétés (en particulier des villes) à faire face aux migrations climatiques n'a pas beaucoup augmenté jusqu'à présent. Les migrants environnementaux et climatiques continuent d'être contraints de vivre et de survivre aux marges de la société.

Neuvièmement, la politique migratoire des pays d'Asie du Sud vise principalement à décourager toute mobilité causée par le changement climatique, afin de mieux gérer les ressources et les services déjà limités dans les zones (urbaines) de destination. Très peu d'efforts sont déployés pour renforcer les capacités de ces migrants et mieux prendre en compte le phénomène migratoire. Récemment, l'Inde et le Bangladesh ont pris des initiatives pour développer des villes secondaires où les migrants trouveraient leur place. Mais ces mesures se révèlent souvent inefficaces faute de prendre en compte la question de la justice sociale et de planifier un développement centré sur les personnes. L'accaparement des ressources par les élites et la corruption généralisée demeurent par ailleurs des obstacles importants au succès de ces initiatives.

Il n'y a malheureusement guère de coopération effective entre les pays d'Asie du Sud sur la manière de gérer ces questions. Les efforts sont pour la plupart limités au milieu universitaire et de la recherche et ne trouvent pas leur traduction dans la planification du développement. Les initiatives visant à résoudre le problème de la rareté des données par un recensement national général sont également inadéquates. Faute d'efforts pour identifier les migrants climatiques et aborder le problème par le biais de politiques nationales et régionales, il nous reste peu d'espoir. ■

Toute correspondance est à adresser à Md. Rezwan Siddiqui
<rezsid@ewubd.edu>

> La crise climatique et la question de la démocratie

Markus Wissen, Berlin School of Economics and Law (Allemagne)

Concernant la crise climatique, les politiques du climat et la démocratie libérale, il y a tout d'abord une problématique qui attire l'attention : combattre la crise climatique au moyen de politiques du climat efficaces semble assez difficile dans le contexte des démocraties libérales. C'est ce que mettent en évidence les faibles résultats des traités internationaux, sur lesquels les États (principalement) libéraux-démocratiques se sont mis d'accord tout au long des dernières décennies. Le protocole de Kyoto de 1997 n'a pas contribué à empêcher les émissions mondiales de CO2 d'augmenter, et les tergiversations de nombreux États signataires de l'Accord de Paris de 2015 au moment de s'engager à réaliser des efforts plus ambitieux donnent peu de raisons de croire en une future politique climatique plus efficace. En outre, si l'on tient compte du fait que des États autoritaires comme la Chine, malgré des problèmes environnementaux considérables et persistants et un modèle de développement à forte émission de carbone, semblent être en mesure de mettre en œuvre des programmes environnementaux et d'énergie renouvelable de grande envergure, la question se pose alors de savoir si la démocratie libérale est effectivement qualifiée pour combattre l'un des problèmes les plus urgents auxquels l'humanité est confrontée.

> Démocratie libérale et capitalisme : Une affinité structurelle

Mais à l'origine des tensions historiques et empiriques entre la crise climatique, les politiques du climat et la démocratie libérale se trouve un problème plus systématique. L'essence de la démocratie est l'égalité. La démocratie libérale prévoit l'égalité de tous les citoyens dans la sphère politique. Ainsi, le vote d'un travailleur lors d'élections compte-t-il autant que celui d'un PDG, et ce dernier en tant que personne juridique ne possède aucun privilège par rapport au premier. Il s'agit indéniablement d'une conquête historique.

Mais ce n'est là qu'un côté de la médaille. Le revers, c'est que la démocratie libérale empêche systématiquement les centres de pouvoir issus de la société d'avoir une participation égale. Les décisions d'entreprise sont privées, et seules les conditions d'encadrement dans lesquelles elles sont prises peuvent être influencées de façon publique. Au-delà, les parties prenantes, c'est-à-dire tous ceux qui subissent les conséquences de ces décisions – les travailleurs, les communautés qui vivent à proximité d'une usine, la population en général –, n'ont aucune chance de participer de façon équitable au processus de décision.

Et c'est là que l'affinité structurelle entre la démocratie libérale et le capitalisme devient manifeste. L'État capitaliste libéral-démocratique garantit les droits civils et politiques *ainsi que* la propriété privée ; il garantit l'égalité dans la sphère politique tout en étant neutre face aux inégalités socio-économiques fondamentales qui résultent du fait qu'un petit nombre de personnes disposent des moyens de production tandis que le plus grand nombre n'a rien d'autre à vendre que sa force de travail.

La contradiction entre égalité extra-économique et inégalité économique fait l'objet de luttes permanentes. Dans le passé, ces luttes ont abouti à plusieurs progressions des démocraties libérales dans les pays du Nord global : Les femmes ont lutté avec succès pour obtenir le droit de vote et pour un rôle plus important de l'État dans la reproduction sociale ; le mouvement écologiste a obtenu des restrictions sur les produits et les modes de production dangereux ; les migrants ont lutté pour une extension de la citoyenneté ; et les luttes du mouvement syndical ont abouti à un compromis de classe qui consiste essentiellement en l'acceptation par les travailleurs de leur rôle subalterne dans le mode de production capitaliste en échange de leur participation aux augmentations de richesse que ce dernier rend possible. C'est ce que défend la social-démocratie : le développement de la démocratie libérale dans le sens d'États providence qui ne remettent pas en cause les inégalités constitutives des sociétés capitalistes mais contribuent à en réguler les contradictions.

> Les démocraties du carbone

D'un point de vue environnemental, le problème est que la démocratie libérale socialement consolidée a toujours été *une démocratie du carbone* (Timothy Mitchell), et ce, dans un double sens : Premièrement, les droits sociaux qui ont été institutionnalisés au cours du XXe siècle sont notamment le résultat des luttes des travailleurs dans les mines de charbon et les infrastructures de transport qui y sont liées, c'est-à-dire dans des secteurs destructeurs de l'environnement qui n'en étaient pas moins essentiels pour tous types d'activités économiques et sociales, de sorte que les travailleurs disposaient d'un pouvoir struc-

>>

> ***“De véritables politiques du climat sont vouées à l’échec tant que ne seront pas reconnues les limites systémiques à la gestion de la crise climatique dans un contexte libéral-démocratique et capitaliste”***

turel important. Deuxièmement, les institutions redistributives de l’État providence sont conçues de telle sorte qu’elles dépendent d’une croissance économique fortement émettrice de carbone.

Telle est la contradiction environnementale fondamentale de la démocratie libérale en tant que forme politique du capitalisme : les impératifs de maximisation des profits économiques et de gestion des grandes contradictions sociétales produisent nécessairement des coûts socio-écologiques qui sont à présent sur le point d’aboutir à une crise existentielle. De véritables politiques du climat sont vouées à l’échec tant que ne seront pas reconnues les limites systémiques à la gestion de la crise climatique dans un contexte libéral-démocratique et capitaliste.

Reconnaître ces limites systémiques ne signifierait pas revenir à des solutions autoritaires. Car si ces dernières pourraient signifier l’application et l’accélération de certaines mesures environnementales à court terme, elles manquent de la réflexivité nécessaire pour réussir à long terme.

> Démocratie radicale

La réflexivité présuppose la délibération, or la délibération n’est possible que dans un contexte démocratique. Pour lutter contre la crise climatique, il ne faut par conséquent pas moins mais plus de démocratie. La démocratie libérale doit être poussée au-delà de ses limites inhérentes ; ses réalisations, qui sont aujourd’hui vivement attaquées par la droite autoritaire, doivent être sauvées en transformant la démocratie libérale en *démocratie radicale*. Celle-ci implique que tous ceux qui sont concernés par une décision ont le droit de participer sur un pied d’égalité au processus de décision. De ce fait, la probabilité de décisions réfléchies sur l’environnement augmenterait, puisque ceux qui décident seraient aussi ceux qui assument les conséquences de la décision. En outre, la démocratie radicale signifierait la création d’institutions et de procédures qui avaliseraient les modes de comportement solidaires et, par conséquent, favoriserait l’apprentissage démocratique et les processus de subjectivation qui pourraient aider à dépasser les subjectivités capitalistes de maximisation de l’utilité.

Un point de départ concret pour la démocratie radicale pourrait être ce qui a été qualifié de *foundational economy* (économie fondamentale) ou d’*infrastructure socialism* (socialisme des infrastructures). Il s’agit de repenser et de réorienter l’économie du point de vue de la production et des services utiles sur le plan social et environnemental : le travail de soins à la personne dont nous dépendons tous, et les infrastructures indispensables à la vie quotidienne dans des domaines comme la santé, l’alimentation, la mobilité, la culture, la communication, l’eau et l’électricité. Nous avons beaucoup d’expérience pour ce qui est de placer des infrastructures sous contrôle public – une expérience qui a souffert des offensives néolibérales de ces dernières décennies mais qui, en de nombreux endroits, semble connaître un renouveau dans le contexte de la crise du coronarivus. Cela devra aller de pair avec la suppression de la division du travail entre les sexes. L’expérience pourrait être étendue à d’autres domaines qui sont encore gérés par de grandes entreprises, mais devrait être placée sous contrôle démocratique pour éviter une aggravation plus poussée de la crise climatique. ■

Toute correspondance est à adresser à Markus Wissen
<markus.wissen@hwr-berlin.de>

> Après le capitalisme, l'éco-socialisme démocratique ?

Vishwas Satgar, Université du Witwatersrand (Afrique du Sud) et membre des comités de recherche de l'ISA « Économie et Société » (RC02) et « Mouvements de travailleurs » (RC44)

Une manifestation du mouvement #FridaysForFuture devant la Bourse de Johannesburg, le 29 novembre 2019 . Photo : Vishwas Satgar.

Dans le monde contemporain du capitalisme centré sur le carbone, les voitures gourmandes en essence, les avions de haute technologie, les énormes porte-conteneurs et les gratte-ciels consommateurs d'énergie constituent des armes de destruction massive. Plus ces relations sociales basées sur une consommation intensive de ressources et centrées sur le carbone prévalent, plus le changement climatique s'accélère. Après s'en être pris au système Terre, il faut désormais appliquer des techniques de géo-ingénierie à cette nouvelle nature capitaliste – soumise à une domestication patriarcale, observée et gérée de manière scientifique –, et le carbone émis doit être stocké dans les profondeurs de la planète Terre ; malgré les conséquences incontrôlables pour la vie sur Terre, les robinets de pétrole

>>

ne seront fermés que lorsque le dernier dollar sera extrait de cette ressource mortifère. La logique du capitalisme contemporain n'est pas seulement une question de dépossession, mais aussi d'écocide, c'est-à-dire l'anéantissement des conditions nécessaires au maintien de la vie humaine et non humaine sur la planète Terre. C'est ce que Karl Marx a appelé la « rupture métabolique » du capitalisme et Rosa Luxemburg, la conquête de « l'économie naturelle ».

> Le néolibéralisme arrive à son terme

Les idéaux du néolibéralisme ont été confirmés alors qu'il atteint son terme historique. Les droits de propriété ont engendré la souveraineté du capital, des ploutocrates cupides se servent du pouvoir de l'État de la manière la plus brutale, et l'hyperindividualisme est valorisé par le biais de la consommation à l'américaine et les médias populistes attestent de la banalisation du culte des célébrités. L'autodétermination du sujet capitaliste américanisé et nihiliste est la seule expression de l'être humain dans la civilisation capitaliste néolibérale contemporaine. Mais même cela n'est pas suffisant. L'étape suivante, c'est le transhumain : la vision technotopique du capital biologique et numérique. Après avoir accepté des inégalités structurelles pendant des décennies, le monde de l'utopie capitaliste néolibérale n'a plus de cause commune avec l'humanité. C'est d'autant plus clair qu'il n'y a pas d'ennemis : le socialisme soviétique est mort, la classe ouvrière est précarisée, la nature est conquise, et l'histoire est arrivée à sa fin. Il n'y a pas de spectres de la gauche à incriminer, alors qu'un nouveau rejeton, de droite et néofasciste, de cet ordre néolibéral – depuis Washington jusqu'à Brasilia, en passant par New Delhi, Budapest et Moscou – se tient prêt à écraser brutalement toute contestation de cette utopie tout en détournant l'opinion publique contre des boucs émissaires – le migrant, le Noir, le « musulman », l'indigène, ou toute « menace terroriste » délibérément exploitée.

Ces régimes sont disposés à exercer une violence autoritaire et armée dans la mesure où ils cherchent à défendre la normalité du capitalisme à tout prix. Mais l'Histoire et les luttes ont montré à quel point les régimes autoritaires ne sont pas viables. Le monopole de la violence n'est jamais une garantie de pacification. Même l'armée américaine comprend qu'elle ne peut pas contrôler un monde en proie au chaos climatique alors que les États-Unis eux-mêmes sont ravagés par les « chocs climatiques ». Faire la guerre nécessite des ressources qui sont limitées et cela coûte cher, à quoi il faut ajouter les choix difficiles que le changement climatique va imposer aux sociétés. Le militarisme à l'ère des armes nucléaires a également des limites. La gouvernance hégémonique des inégalités extrêmes est terminée, alors que le *demos* est en proie à l'agitation et au désespoir. Le Covid-19 a exacerbé les souffrances. En même temps, le sujet démocratique peut adopter toute une variété de points de vue, les multiples sources numériques d'information disponibles lui permettant d'accéder facilement à l'information sur la situation socio-écologique. Il peut même avec le recul s'étonner de la stupidité du pouvoir impérialiste, observer la maladresse des autocrates et entrevoir les revendications stimulantes de ceux qui défendent le pouvoir des subalternes dans la rue. Autrement dit, tandis que le capitalisme utilisera l'option néofasciste, et ira même jusqu'à utiliser la sphère numérique comme une arme, le rideau de fer de l'oppression absolue n'est pas invincible. C'est à cette intersection que démocratie et socialisme pourront se développer.

> L'écocide comme phase ultime du capitalisme

Le véritable danger de ce moment présent de l'histoire n'est pas le néofascisme capitaliste mais la force destructrice de l'écocide capitaliste, qui menace non seulement les conditions de vie sur notre planète mais le capitalisme lui-même. Cela rend le retour en force du fascisme anachronique. Il est sidérant de constater que le capital carbone conserve encore sa place dans le mix énergétique mondial malgré tous les signaux d'alarme lancés par les sciences du climat, malgré le ralentissement de la demande lié à la pandémie de Covid-19 et malgré au moins un « choc climatique » d'envergure chaque semaine sur la planète Terre. Trump a délivré de nouvelles licences d'exploitation pour extraire du charbon aux États-Unis, le plaçant ainsi en tête des tableaux d'approvisionnement, tandis que Bolsonaro soutient des intérêts commerciaux qui poursuivent la violence génocidaire contre les peuples indigènes, détruisent la biodiversité et accélèrent la libération par l'exploitation de la culture sur brûlis d'environ 140 milliards de tonnes de CO2 en Amazonie. En Afrique du Sud, les classes dominantes du secteur du carbone sont en train de construire la plus grande centrale à charbon du monde, vantent les mérites du *fracking* et se délectent à l'avance des perspectives d'extraction de gaz et de pétrole offshore. Ces exemples de criminalité liée au carbone confirment que le capitalisme et ses classes dominantes du secteur du carbone menacent tout, y compris eux-mêmes, étant donné l'imminence d'un cataclysme planétaire.

La logique autodestructrice du capitalisme écocidaire apparaît désormais comme une évidence. L'Afrique, sujet à l'impérialisme du Nord global depuis la Conférence de Berlin, est accaparée par les intérêts de la lumpenbourgeoisie, et se désintègre déjà à cause des chocs climatiques. On estime qu'au moins 200 millions d'Africains seront déplacés en raison de l'aggravation des phénomènes climatiques extrêmes et de l'effondrement de l'économie. La « forteresse Europe » et le « complexe pénitentiaire » américain ne pourront pas empêcher les « barbares » d'entrer, car ces sociétés, malgré leur richesse, seront également confrontées à de graves clivages internes dus aux chocs climatiques. Le mouvement Sunrise, Extinction Re-

>>

bellion ou #FridaysForFuture sont juste des mouvements pour faire face à une augmentation des températures d'un degré Celsius. À +1,5°C, ils seront beaucoup plus nombreux dans ces sociétés à se soulever, les gens refusant d'être traités comme des dommages collatéraux par des classes dirigeantes irrationnelles et éco-fascistes.

> Vers un éco-socialisme démocratique

Trois formes d'action de rupture, exprimant les espoirs du plus grand nombre, sont déployées par les défenseurs de la justice climatique. Ces manifestations d'espérance entraînent une convergence des forces qui se battent pour la justice climatique avec la jeune génération et la société civile. La première est la rupture symbolique avec la normalité. Le meilleur exemple en est Greta Thunberg et les actions de protestation de la jeune génération autour des #FridaysForFuture. En tirant la sonnette d'alarme, ils réaffirment l'urgence de prendre en compte les données de la science sur le climat, et vice-versa. La deuxième est une rupture tactique qui passe par le blocage de la production de carbone, y compris les circuits d'extraction des combustibles fossiles. Les appels au boycott de MacDonald's, Walmart et Subway en raison des intérêts que ces entreprises ont dans l'agriculture sur brûlis en Amazonie, ou les actions du mouvement Ende Gelände pour bloquer les mines de charbon en Allemagne, en sont des exemples. La troisième forme de rupture est une rupture stratégique du capitalisme écocide par le biais d'alternatives systémiques telles que les Green New Deals (pactes verts), qui promeuvent une décarbonisation rapide, une démilitarisation, une réforme systémique démocratique réalisée par le bas qui permette au peuple d'induire une transition juste, et une géopolitique de la justice climatique. Le Green New Deal de Bernie Sanders et la Charte pour la justice climatique en Afrique du Sud (conçue comme un projet politique) en sont des exemples. Au bout du compte, ces forces vives auront également pour tâche de s'attaquer à la logique écocide du pouvoir impérialiste afin de garantir que le Sud global puisse faire ses propres choix en matière de justice climatique, y compris le choix d'un changement systémique profond qui donne une impulsion à l'éco-socialisme démocratique.

Il est une réforme systémique démocratique cruciale qu'il va falloir davantage mondialiser en partant de la périphérie, c'est celle de la « ré-agrarisation » du monde par le biais de la souveraineté alimentaire et de l'agro-écologie. Suivant l'exemple tracé par La Via Campesina il y a plus d'une vingtaine d'années, chaque communauté, village et ville à travers la planète va devoir adopter ce type d'alternative démocratique éco-socialiste. C'est ce qui ressort du récent rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques et du rapport sur l'utilisation des terres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Ce qu'il faut retenir, c'est que les systèmes alimentaires mono-industriels centrés sur le carbone et mondialisés jouent un rôle dans notre extinction.

À terme, les horizons écologiques du socialisme contemporain seront définis par les catastrophes biologiques (telles que le Covid-19), le réchauffement de la planète, les chocs climatiques, le creusement des inégalités et l'impulsion vitale des êtres humains. L'eau, la terre, la biodiversité, les océans et la biosphère – les biens communs mondiaux – seront tous impliqués dans la revanche de la nature contre l'écocide capitaliste. L'infinité de la nature et la finitude des humains vont déterminer la prochaine période de l'histoire socio-écologique. C'est à ce point de confluence que l'éco-socialisme démocratique tirera les enseignements les plus profonds des traditions indigènes de la terre pour défendre la vie, rejeter le productivisme et affirmer une relation désaliénée avec la nature. C'est ce que Marx appelait un « humanisme positif ». Un monde lent, fonctionnant suivant les cycles métaboliques de la nature, est notre seul espoir. Un tel monde n'est jamais mort mais a simplement été rejeté dans l'ombre par la violence coloniale, néolibérale et impérialiste. ■

Toute correspondance est à adresser à Vishwas Satgar
<Vishwas.Satgar@wits.ac.za>

> Des actions pour le climat

pour rénover les quartiers

Joan Fitzgerald, Northeastern University (États-Unis)

Margaret Gordon, lors d'un rassemblement en juin 2016 autour du Projet sur les indicateurs environnementaux de West Oakland. Photo : Brooke Anderson. Crédit : Projet sur les indicateurs environnementaux de West Oakland.

La pandémie de Covid-19 a révélé deux visions de la ville. La première est celle de villes marquées par les inégalités raciales et ethniques, qui correspondent à la réalité actuelle. Dans les villes américaines et européennes, les taux de mortalité due au Covid-19 sont plus élevés dans les quartiers pauvres et parmi les « communautés de couleur ». Parce qu'ils vivent dans des quartiers souvent très pollués, les Noirs et les Latinos aux États-Unis sont plus prédisposés à l'asthme et autres affections apparentées, qui les rendent plus vulnérables au virus. Ils sont plus susceptibles d'occuper des emplois à bas salaire qui les exposent au virus. Les logements surpeuplés font également que la distanciation n'est pas praticable. Et leurs quartiers manquent souvent d'équipements de base tels que des parcs et des commerces de proximité.

Mais la crise a également ouvert une perspective, celle d'une reprise, respectueuse de l'environnement et équitable, qui allie la lutte contre les changements climatiques et le combat pour la justice raciale et économique. Pour nos communautés les plus directement concernées par ces problèmes (ce qu'on appelle *frontline communities*) – c'est-à-dire ces quartiers qui subissent en premier et le plus durement les conséquences du changement climatique –, défendre cette ambition est une priorité absolue. La plupart des plans d'action climatique des villes ne mentionnent pas l'équité, ou se contentent de vœux pieux. Mais de plus en plus, des groupes d'activistes aux États-Unis, au Canada et en Europe font pression sur les municipalités pour qu'elles axent leurs efforts d'abord et avant tout sur la justice climatique.

> Planification démocratique

La planification est un élément essentiel de cette entreprise. Dans de trop nombreuses villes, en particulier aux États-Unis, la planification est conduite par des promoteurs privés et des acteurs commerciaux. Des résultats plus démocratiques passent par une planification plus démocratique.

Austin, Madrid, Seattle, Oakland, Portland, Providence et Vienne sont parmi les villes qui ont récemment mis à jour leurs plans d'action climatique ou leurs plans globaux en y intégrant des processus mûrement réfléchis pour permettre la participation des habitants des quartiers les plus touchés. Dans le meilleur des cas, des collectifs d'habitants définissent des objectifs en coopération avec les autorités municipales, évaluent ces objectifs sous l'angle de la justice, et participent à leur mise en œuvre.

Ces plans contribuent à la viabilité sociale, environnementale et économique dans les quartiers les plus concernés. L'un des premiers éléments du Plan de Justice Climatique de la ville de Providence prévoit la création de deux « zones de justice verte » (*green justice zones*) où agir de façon prioritaire, Olneyville et South Providence. Parmi les projets envisagés dans ces zones figurent la construction de micro-réseaux au niveau des principales installations pour maintenir l'électricité en cas de panne de courant, l'intempérisation des habitations, le développement des énergies renouvelables, la formation professionnelle et une réforme du zonage pour empêcher les utilisations polluantes des terres.

>>

> Une justice « verte »

Les « zones de justice verte » allient des objectifs climatiques et des objectifs de justice sociale. L'idée est de combiner et d'intégrer tous les aspects du programme de justice climatique et sociale de manière à faire participer les habitants au renforcement de la communauté. Cela pourrait inclure les énergies renouvelables, une réhabilitation en profondeur, la création d'espaces communautaires, la création d'emplois, une nouvelle école à énergie zéro, de nouveaux parcs ou des parcs réaménagés, l'aménagement complet des rues, des toitures végétalisées et des arbres en plus grand nombre pour influer sur l'effet d'îlot de chaleur urbain et gérer les eaux pluviales.

La ville d'Oakland, en Californie, concentre également ses efforts sur ses quartiers les plus pauvres, ce dont témoigne notamment son « Plan d'action pour un climat équitable à l'horizon 2030 », rendu public en juillet 2020. Le guide pour la mise en œuvre et l'évaluation de l'impact de l'équité raciale inclus dans ce Plan propose des stratégies pour identifier les communautés concernées, travailler avec les habitants et les organisations locales à sa mise en œuvre, et suivre l'évolution des résultats en matière d'équité.

Avant ce plan, le quartier de West Oakland avait déjà été désigné comme l'une des *frontline communities* d'Oakland. En effet, le quartier abrite trois autoroutes, le port, une station d'épuration des eaux usées et une usine de pointe alimentée au kérosène, qui concourent tous à des niveaux élevés de pollution, ce qui entraîne des taux élevés d'asthme, d'AVC et de cas d'insuffisance cardiaque ainsi qu'une longévité réduite. La priorité est donnée à ce quartier pour réduire de manière importante les émissions de carbone dans les bâtiments et remplacer les poêles à gaz naturel et le chauffage des locaux et de l'eau par des appareils électriques.

Ce changement de combustible améliore la qualité de l'air intérieur et réduit les émissions, et pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 18% s'il était pleinement mis en œuvre. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments entraînerait une réduction supplémentaire de 12% et contribuerait à alléger la charge énergétique – particulièrement lourde pour les familles à faibles revenus, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus au règlement des factures de gaz et d'électricité.

> Science citoyenne

Si la municipalité est efficace à West Oakland, c'est en partie grâce à des partenariats avec des collectifs qui luttent depuis longtemps pour la justice environnementale, qui ont contribué à assainir l'air et bénéficient de la confiance des habitants. Depuis 2002, le Projet sur les indicateurs environnementaux de West Oakland cible l'amélioration de la qualité de l'air dans le quartier. Sa co-fondatrice, Mme Margaret Gordon, se souvient que sa première bataille a été de faire dévier les camions qui, sur leur route vers et depuis le port, rejetaient des émanations de diesel dans le quartier.

Depuis, le Projet sur les indicateurs s'est associé au Fonds de défense de l'environnement, à Google et à l'Université de Californie à Berkeley pour développer des activités de science citoyenne (ou « science participative »), afin de contrôler la qualité de l'air à des endroits bien précis. On savait en effet que la surveillance de la qualité de l'air opérée par les autorités ne portait pas sur les points les plus sensibles. L'une des actions engagées consistait à avoir des habitants postés à l'intersection de rues pour relever le nombre de camions qui passaient. Une autre initiative a donné aux résidents de maisons de retraite des appareils de surveillance de la qualité de l'air et leur a fait tenir des registres à différents moments de la journée, avec fenêtres ouvertes ou fermées, pour déterminer quand les niveaux de pollution étaient le plus élevés. Dans le cadre d'une autre opération, les habitants ont reçu une formation du groupe Intel pour apprendre à télécharger les données des appareils de surveillance de la qualité de l'air placés dans leur sac à dos. Une fois les sources spécifiques de pollution identifiées, ils pouvaient apporter aux autorités les données montrant que les efforts réalisés en matière de prévention de la pollution et de dépollution devaient être renforcés.

La qualité de l'air s'est-elle améliorée grâce à toutes ces initiatives ? Mme Margaret Gordon dit que ses rebords de fenêtre, autrefois noirs de suie, sont désormais gris foncé. Il est évident que la pollution doit être réduite davantage et, avec le nouveau Plan d'action pour un climat équitable en vigueur, ce devrait être une priorité.

Mais il ne suffit pas d'avoir un « plan » pour la ville. Si ce minutieux suivi a été rendu possible, c'est aussi grâce à la législation et au financement de l'État de Californie. Le projet de loi de l'Assemblée de Californie n°617, adopté en 2017, prévoit plusieurs niveaux de financement pour favoriser une approche de la surveillance de la qualité de l'air axée sur la collectivité. L'administration locale et le gouvernement californien se retrouvant en manque de liquidités à la suite de la pandémie actuelle, une grande partie de cette bonne planification ne sera pas mise en œuvre. Il nous faut par conséquent espérer que la prochaine administration américaine finance une forme de « green new deal ». ■

Toute correspondance est à adresser à Joan Fitzgerald
<jo.fitzgerald@neu.edu>

> La charité pendant le confinement en Inde : Prestige et stigmatisation

Mahmudul Hasan Laskar, University of Science and Technology de Meghalaya (Inde)

Distribution de nourriture à Barpeta Assam, en Inde, en avril 2020. Crédit : Sayantan Roy Choudhury.

Pour éviter la propagation du Covid-19, le gouvernement indien a instauré un confinement dans l'ensemble du pays. La dure réalité de la ségrégation sociale et l'impact inégal de ce confinement sur la population sont apparus au grand jour. La perte d'emplois et de salaires due au confinement a rendu d'autant plus visibles la pauvreté et les inégalités extrêmes existantes. Mais le plus dur, c'est le mauvais traitement que reçoivent les plus démunis de la part des plus riches et des classes moyennes supérieures. Depuis le début du confinement, une tendance en vogue parmi les personnes fortunées a consisté à partager des photos sur les réseaux sociaux sur lesquelles elles apparaissent en train de distribuer de l'aide aux plus démunis. Quel est le but recherché à travers ces actes très médiatisés, et dans quelle mesure contribuent-ils à une véritable redistribution ?

> Une réponse inadéquate

Des membres des classes moyennes aisées distribuent aux pauvres une certaine quantité de produits, qui peuvent leur permettre de se nourrir pendant un ou deux jours. Comment se fait-il que les élites ne soient pas capables de comprendre que l'apport d'un ou deux repas ne résout pas le problème ? Les grands entrepreneurs capitalistes peuvent atténuer le problème de la pauvreté en attribuant des fonds au titre de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), mais ces gros bonnets du monde des affaires consacrent plutôt les fonds à augmenter leurs profits. Le gouvernement à lui seul n'est pas en mesure de réduire la pauvreté si les capitalistes n'apportent pas leur contribution en assurant des « emplois décents », au lieu d'embaucher les gens dans les usines comme de simples moyens de production.

Les photos diffusées sur les réseaux sociaux représentant une personne riche en train de distribuer des petits lots de produits de première nécessité aux pauvres qui font la queue dans la cour de sa demeure ne sont pas sans rappeler le modèle féodal de hiérarchie sociale. Ces lots comportent principalement de l'huile (entre ½ litre et 1 litre), du riz (2 à 3 kgs), des biscuits (2 à 3 paquets), de la soupe (1 ou 2 paquets), des oignons (1 à 2 kgs) et des pommes de terre (1 à 2 kgs). On peut se poser la question de savoir si ces produits sont suffisants pour permettre à quiconque de survivre à plus de deux mois

>>

de confinement. Et qu'en est-il de la santé et de l'éducation des enfants ? Alors que les nantis sont équipés des outils technologiques nécessaires pour l'apprentissage en ligne ou l'enseignement à distance, la question de l'accès à l'éducation des enfants pauvres qui ne disposent pas de tels outils ne leur traverse même pas l'esprit.

> L'autopromotion par la charité

Le confinement est devenu une occasion pour ces intervenants sociaux en herbe de montrer leur soi-disant rôle mobilisateur et de l'exploiter à des fins politiques. Apporter des produits de première nécessité aux pauvres est devenu le symbole d'un statut social délibérément affiché sur les réseaux sociaux. Ces soi-disant intervenants sociaux gèrent l'impression produite pour leur propre profit. Des photos insolites sont ainsi apparues sur Facebook montrant des personnes en train de distribuer des rations alimentaires sur le bord des routes ou sur les marchés. Pour quiconque, le spectacle de la faim n'est pas un motif de fierté mais plutôt de honte, or ces personnes aisées exhibent la distribution de nourriture comme une cérémonie de remise de prix. La distribution de lots de nourriture est exaltée par les réseaux sociaux comme si les pauvres qui souffrent de la faim allaient vivre toute leur vie grâce à ces lots de nourriture. Dans un cas, trois personnes, dont un cameraman, ont été vues en train de distribuer des masques à des vendeurs ambulants dans la ville de Guwahati, dans l'État d'Assam ; la scène a été entièrement chorégraphiée et filmée par un cameraman professionnel. Avec le confinement, les travailleurs migrants qui se sont retrouvés coincés en ville sont soudain devenus un sujet de préoccupation pour les classes moyennes urbaines et certaines catégories de personnes. Avant le confinement, ces soi-disant activistes sociaux ne se préoccupaient guère des travailleurs migrants pauvres, étant occupés à suivre d'autres tendances sur les réseaux sociaux.

> Une atteinte à la dignité

Égoïstement, ces riches classes moyennes font étalage de leur charité au détriment de la dignité des pauvres. Les pauvres sont tout simplement exaspérés par cette piété affichée par les nantis dans l'exercice de leur « service social ». Leur vulnérabilité se retrouvant exposée sur les réseaux sociaux, ils s'inquiètent pour leur dignité, leur vie et celle de leurs enfants. Leur pauvreté est devenue pour eux un stigmate car leur condition est mise en scène de manière ridicule. Dans les quartiers, les habitants aisés remettent de manière cérémonieuse des produits que d'autres habitants, moins privilégiés, reçoivent avec un mélange d'impuissance et de culpabilité. Ces personnes démunies vont dès lors devoir vivre avec la pression de la pseudo-compassion affichée par leurs riches voisins. Les enfants de ces habitants pauvres peuvent manquer de confiance en soi à l'école en raison des « démonstrations » d'aide sociale qui ont exposé de manière aussi crue leur pauvreté. Si montrer sa pauvreté n'est pas un acte honteux, en revanche le fait que ces metteurs en scène de l'aide sociale traitent les pauvres comme des mendiants est humiliant. C'est l'une des raisons pour lesquelles les pauvres ou les catégories les plus fragiles de la société souffrent de « xénocentrisme », c'est-à-dire d'identification à la culture et aux habitudes des autres plutôt qu'aux leurs. Le déclin de l'agriculture, autrefois un secteur autonome et dynamique de l'économie indienne, avait déjà entraîné une dégradation de l'estime de soi. L'industrialisation a créé un marché du travail pour les travailleurs manuels salariés, de sorte que ceux qui autrefois travaillaient de manière autonome dans les campagnes sont maintenant des migrants dans les villes et représentent une part importante des citadins pauvres.

> Des solutions concrètes

La question des migrants est devenue sur les réseaux sociaux un sujet de prédilection des pseudo-intellectuels et pseudo-activistes sociaux. Mais les solutions concrètes sont autres et comprennent des stratégies telles que le retour à une agriculture autosuffisante, la défense de l'environnement pour protéger les moyens de subsistance et les ressources naturelles, et la promotion de la petite industrie et des activités artisanales locales. Ces stratégies peuvent amorcer des solutions concrètes aux problèmes des migrants et de la pauvreté en Inde, or, malheureusement, les séminaires (désormais reconvertis en webinaires), colloques et autres messages sur les réseaux sociaux ne créent que des débats superficiels et vains.

La distribution de produits de première nécessité ou de nourriture s'est transformée en un concours de photographie sur les réseaux sociaux qui, au bout du compte, porte atteinte à la dignité des pauvres, sans offrir aucune solution durable. Si les riches souhaitent véritablement aider les pauvres, c'est à travers la redistribution de la richesse qu'ils doivent le faire, sans en faire étalage comme s'il s'agissait d'une source de prestige ou de fierté. ■

Toute correspondance est à adresser à Mahmudul Hasan Laskar
<rhasanlaskaramu@gmail.com>

> Pénurie dans le secteur du *care* ?

Migration et démographie politique

Attila Melegh, Université Corvinus de Budapest (Hongrie)

Dans les années 2010, l'humanité s'est retrouvée dans une situation sociale mondiale particulière. Depuis les années 1980, on a assisté à un phénomène assez unique, à savoir l'action conjuguée du vieillissement de la population, de la poursuite de la marchandisation sans augmentation de la redistribution, et de la mort de la paysannerie. Ces facteurs, et leur évolution historique, ont conduit à une pénurie des services à la personne – ce qu'on appelle le *care* en anglais – et de là, à une progression spectaculaire du secteur des migrants travaillant dans ce domaine. Ces évolutions placent les travailleurs migrants du *care* dans une position très difficile, en particulier dans le contexte actuel de la pandémie de Covid-19 qui rend l'accès aux soins de santé encore plus important à l'échelle mondiale. Une part importante de la population mondiale – et pas seulement dans les pays pauvres – est à la merci de divers systèmes de soins qui reposent de plus en plus sur la main-d'œuvre migrante. Pendant ce temps, les travailleurs migrants sont pris sous un feu croisé, entre l'augmentation des besoins de leurs services, l'augmentation de l'instabilité de leurs emplois, l'augmentation de l'hostilité envers les migrants et l'augmentation de la sécuritisation qui résulte également de la pandémie. La situation est telle que les soins aux malades et aux personnes âgées deviennent plus compétitifs, au sein d'un secteur très sensible.

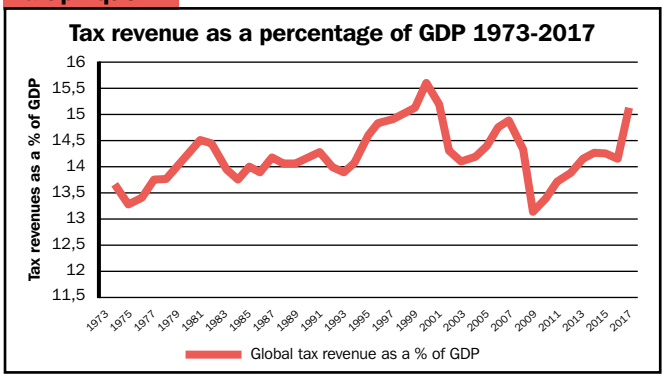
> Augmentation de la migration de travailleurs domestiques et de personnel de santé

Nous manquons de données mondiales systématiques sur les travailleurs domestiques et les travailleurs de la santé. D'après les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), il y avait en 2015 environ 67,1 millions de travailleurs domestiques, dont 11,5 millions étaient des migrants et près des trois quarts des femmes. Dans le même temps, les migrations de personnels de santé ont également augmenté. Selon une estimation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour 2013, il manquait 17,4 millions de travailleurs de la santé et seule une augmentation du nombre de migrants serait à même de répondre à l'augmentation spectaculaire des besoins. Les pays relativement riches de l'OCDE (à l'exception des États-Unis) ont augmenté le nombre des personnels infirmiers formés à l'étranger d'au moins 80% entre 2007 et 2016 et le nombre des médecins formés à l'étranger d'au moins 45%. En 2016, le nombre de médecins formés à l'étranger exerçant dans ces pays de l'OCDE approchait le demi-million, tandis que le nombre d'infirmières et d'infirmiers formés à l'étranger dépassait largement les 300.000. Le taux de médecins nés à l'étranger a augmenté d'au moins 10 points de pourcentage dans certains pays, jusqu'à représenter 40 ou 50% de l'ensemble des médecins (dont beaucoup ont été empêchés de se déplacer en raison des mesures locales et nationales de confinement adoptées pour faire face à la pandémie de Covid-19).

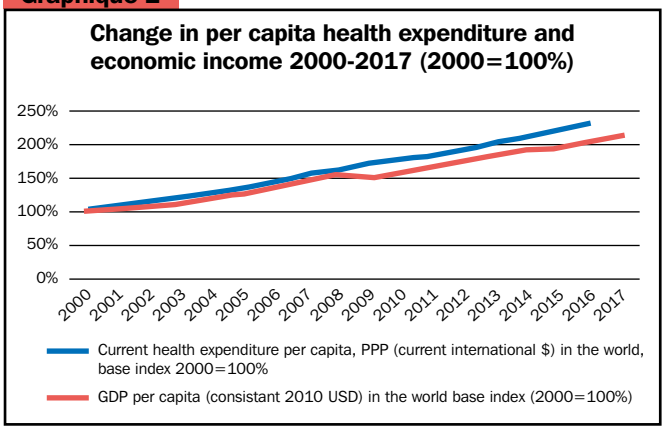
> Vieillissement, hausse des coûts de santé et redistribution inchangée

Le vieillissement rapide de la population et la prise en charge des personnes âgées dépendantes font peser une lourde charge sur les jeunes générations, à la fois au niveau de la productivité du travail et des besoins réels en matière de soins. C'est d'autant plus le cas que l'on assiste à une stagnation de la redistribution de l'État à l'échelle mondiale, comme l'a souligné József Böröcz dans son étude de 2016 sur la contribution sociale liée au travail. En outre, la part des recettes fiscales (taux de redistribution) dans le produit intérieur brut (PIB) a également stagné au niveau mondial, oscillant autour de 14% en moyenne d'après les chiffres de la Banque mondiale (Graphique 1). Dans le même temps, les dépenses de santé par habitant augmentent, au moins depuis les années 2000, à un rythme supérieur à la croissance du PIB par habitant (Graphique 2). À l'échelle mondiale, le taux de dépendance des personnes âgées est passé de 9,5% à 13,2% au cours de cette même période (Graphique 3). Cela inclut des pays à la population encore très jeune par opposition à une Europe très âgée.

Graphique 1



Graphique 2

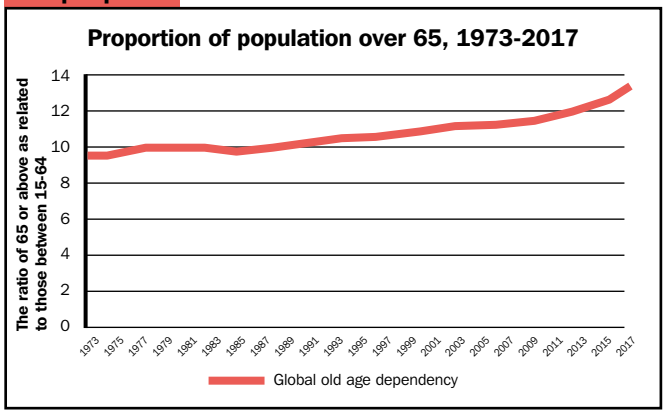


Source: http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/

>>

Jusqu'en 2010, la population mondiale a vieilli à un rythme plus lent que la croissance du PIB par habitant, ce qui signifie que, malgré la stabilité des taux de redistribution, les ressources disponibles pour les dépenses publiques et privées en matière de soins aux personnes âgées étaient en augmentation. À partir de 2010, cependant, la croissance des taux de dépendance des personnes âgées a été plus rapide que la croissance de l'économie. Cela signifie que le revenu nécessaire aux dépenses de santé par habitant peut provenir de sources privées supplémentaires (en achetant avec nos propres revenus une part croissante de ces services sur le marché) et/ou que la proportion des dépenses publiques liées à la santé augmente au détriment d'autres objectifs d'intérêt public. Cette réorganisation, à son tour, entraîne nécessairement une augmentation de la concurrence entre les services privés et publics pour couvrir les biens sociaux et de santé, ce qui rend les choses encore plus difficiles pour les travailleurs migrants du *care* en quête d'une couverture sociale pour eux-mêmes.

Graphique 3



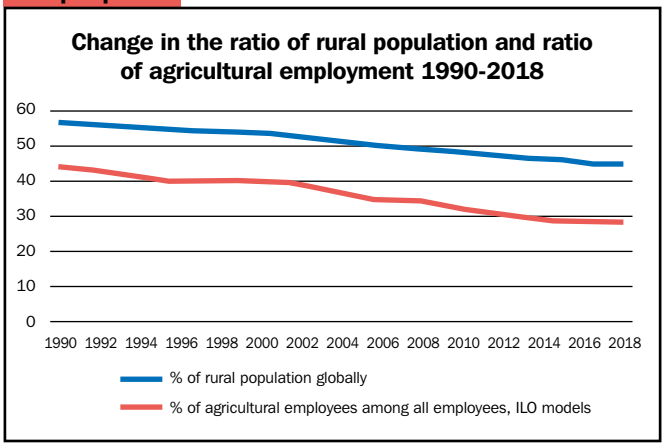
Source: http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/

Cet ensemble de problèmes peut compliquer davantage les migrations, et ce à plusieurs égards. Les migrants peuvent chercher à acheter des services sociaux à l'aide de leurs salaires et des envois de fonds ou à intégrer les systèmes de protection sociale des pays de destination des migrations. Sinon des États hostiles dotés de systèmes de protection sociale bien établis peuvent simultanément pénaliser les migrants et rechercher leurs cotisations sociales afin d'améliorer l'équilibre comptable entre les besoins liés au vieillissement, les besoins sociaux et de santé et les dépenses publiques. En outre, dans ce contexte social, certains signes indiquent clairement une concurrence non seulement parmi les populations locales et entre celles-ci et les migrants, mais aussi entre les groupes de migrants eux-mêmes, comme il apparaît dans des entretiens menés auprès de travailleurs migrants d'Europe de l'Est dans le secteur du *care*, où ils expriment leur rejet d'une protection jugée « coûteuse » des réfugiés nouvellement arrivés. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'accroître ces tensions, or nous sommes loin d'être sortis de la crise économique actuelle.

> Concurrence mondiale dans le secteur du care et protection de l'État

Ces tensions peuvent devenir particulièrement critiques en raison des changements du niveau de redistribution de l'État et du taux de vieillissement après ce que Hobsbawm a appelé dans *L'âge des extrêmes* « la mort de la paysannerie ». Le déclin de l'emploi agricole au milieu du XX^{e} siècle s'est poursuivi à un rythme rapide jusqu'à passer sous la barre des 30% au niveau mondial en 2018. Pour la première fois dans l'histoire, la population rurale est devenue minoritaire par rapport à la population urbaine. Cela signifie que la charge des dépenses de santé associée au vieillissement nécessite de plus en plus d'être réorientée vers les structures de redistribution publiques et privées, par opposition aux structures familiales rurales qui prédominaient dans le passé. La prise en charge des personnes âgées repose donc de moins en moins sur la famille. Même dans les pays plus pauvres, l'apport direct de nourriture et de biens matériels aux personnes âgées par les familles a diminué face à la nécessité d'acheter des services sociaux et de santé publics et privés, y compris ceux offerts par les travailleurs locaux ou immigrés qui s'occupent des personnes âgées. Cette évolution est l'une des transformations récentes les plus importantes de l'histoire de l'humanité et représente un moment décisif à l'ère de la mondialisation (Graphique 4).

Graphique 4



Source: http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/

Cela signifie que la marchandisation va conduire à une marchandisation plus poussée encore, et donc à une plus forte demande de protection de l'État en réponse à cette marchandisation accrue, ce qui constitue un terreau idéal pour le développement des nationalismes autoritaires. Par conséquent, on peut conclure que les tensions autour de la pénurie de soins à la personne dans le cadre de l'ordre économique capitaliste actuel pourraient être à l'origine d'une transformation. Ainsi, pendant et après la pandémie de Covid-19, les débats politiques portant sur la démographie vont s'intensifier, dans lesquels la protection sociale universelle et un changement radical du système économique seront considérés comme des alternatives à une marchandisation contradictoire. Et ce serait à juste titre. ■

Toute correspondance est à adresser à Attila Melegh
<attila.melegh@uni-corvinus.hu>

> Le COVID-19 pourrait-il entraîner la fin de la mondialisation ?

Iliana Olivié et **Manuel Gracia**, Real Instituto Elcano et Univerdad Complutense (Espagne)

Le processus actuel de mondialisation, qui remonte aux années 1970, comprend des phases de croissance, de recul et de mutation. Nombre d'entre elles correspondent à des changements structurels dans l'ordre économique et géopolitique mondial, notamment la montée de puissances émergentes en Asie et le déplacement qui en découle de l'épicentre de l'activité mondiale de l'Atlantique vers le Pacifique.

La « Grande récession » de la fin des années 2000 et du début des années 2010 a conduit dans une large mesure à accélérer et à consolider ces changements – une évolution que l'on retrouve dans l'Indice Elcano de présence mondiale. La crise sanitaire, économique, politique et sociale que nous traversons actuellement laissera également son empreinte sur les relations internationales et le processus de mondialisation lui-même.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour prédire toutes les répercussions de cette nouvelle crise, on peut d'ores et déjà constater certaines d'entre elles, telles que les arrêts de la production et de la consommation (et donc du commerce). Il est également possible d'anticiper certaines des répercussions de la chute brutale des flux internationaux de personnes.

> Un monde déjà en cours de dé-mondialisation avant la pandémie

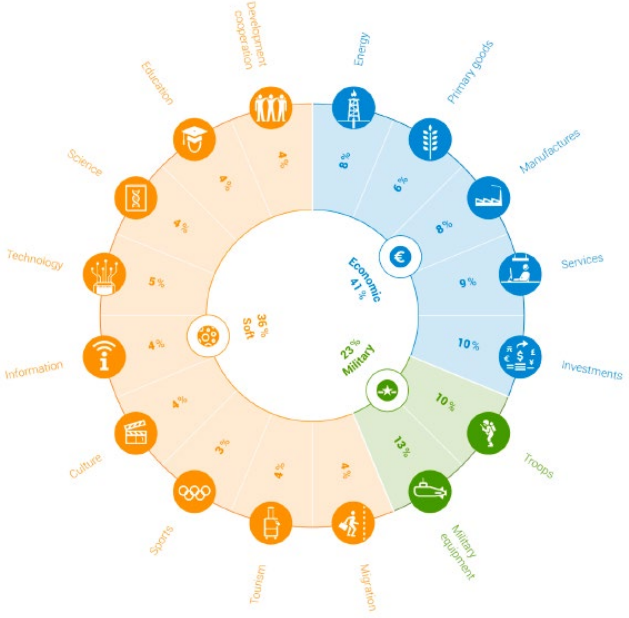
Les politiques de libéralisation économique mises en œuvre dans une grande partie du monde au cours des trois dernières décennies du XX[e] siècle ont entraîné une augmentation rapide des échanges économiques internationaux. Ces vagues successives de mondialisation économique ont toujours été accompagnées de différentes formes d'internationalisation (militaire ou « douce » – *soft* en anglais) impliquant des mouvements transfrontaliers de personnes (déploiements de militaires, migrants, touristes, étudiants, sportifs participant à des compétitions internationales et coopérants internationaux) et d'idées (échanges d'informations, culturels, scientifiques, technologiques et éducatifs). Si la conceptualisation de la mondialisation par les chercheurs a toujours intégré ces autres aspects non économiques, les analyses du processus d'internationalisation ont généralement été centrées sur la seule dimension économique.

Cette importance accordée à la dimension économique a en partie permis de prédire que la mondialisation allait connaître un ralentissement, toucher à sa fin ou même entrer dans une phase de « stagnation séculaire » pendant la crise financière de 2008 et la Grande récession qui a suivi.

Et pourtant, alors qu'il y a eu un ralentissement – et même un renversement de tendance dans le cas de certaines variables et au cours de certaines années – de l'internationalisation économique concernant des flux commerciaux et des investissements directs étrangers spécifiques, l'Indice Elcano de présence mondiale montre que, malgré un ralentissement significatif et une mutation vers des formes plus modérées d'internationalisation, la mondialisation n'a pas régressé.

En effet, la valeur ajoutée de la présence mondiale (qui englobe l'ensemble des 130 pays, variables et dimensions) rend compte du volume des échanges mondiaux et peut donc être utilisée comme un indicateur de la mondialisation (Figure 1).

Figure 1. Indice Elcano de présence mondiale

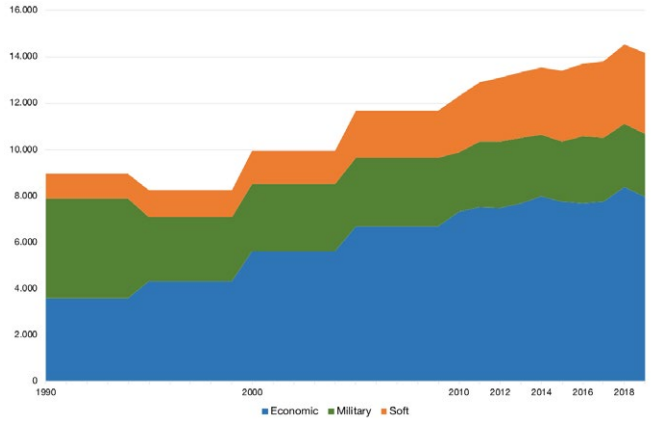


Source : Institut royal Elcano, Indice Elcano de présence mondiale.

>>

Sur la base de cet Indice, on peut observer plusieurs phases dans le processus de mondialisation : (a) Entre 1990 et 1995, coïncidant avec la reconfiguration géopolitique de l'Europe, la présence mondiale agrégée a diminué de 1,6% en moyenne annuelle. (b) Cette phase a été suivie d'une deuxième phase de mondialisation soutenue entre 1995 et 2011, avec une augmentation cumulée de 57%. (c) La phase qui a suivi la Grande récession, avec des augmentations et des diminutions modérées, s'est traduite par une augmentation annuelle moyenne d'environ 1%. (d) Puis a suivi une forte augmentation, de plus de 5% (donc un retour aux chiffres d'avant la crise). (e) Plus récemment, il y a eu une baisse de 2,6%, ce qui représente la plus forte baisse annuelle enregistrée dans notre série chronologique sur 30 ans (Figure 2).

Figure 2. Valeur ajoutée de la présence mondiale (pour l'ensemble des 130 pays, 1990-2019, en points d'indice)



Source : Institut royal Elcano, Indice Elcano de présence mondiale.

Les différentes variables et dimensions (économique, militaire, et douce ou *soft*) ont également contribué de différentes manières à l'évolution rapide de la mondialisation, selon la phase. Entre 1990 et 2005, le principal vecteur de mondialisation a été la dimension économique. Pendant cette période, la dimension « douce » a contribué de manière positive, quoique modeste, à la mondialisation, tandis que la dimension militaire a connu un certain recul. Toutefois, ces tendances ont considérablement changé dans les années 2000, lorsque la dimension douce a commencé à s'imposer dans le processus de mondialisation. En ce qui concerne les deux dernières années, aussi bien l'augmentation que la diminution de la présence mondiale agrégée sont dues principalement aux performances de la dimension économique.

> Les répercussions du Covid-19 sur les échanges mondiaux

Il est important de souligner que l'Indice Elcano de présence mondiale restitue les tendances structurelles, ce qui signifie que les turbulences financières ou les changements politiques transitoires se reflètent rarement dans les résultats. Il y a également un décalage d'environ deux ans avant que des changements dans les dimensions et les variables ne soient consignés dans l'Indice. Les répercussions de la crise de 2008-2009 n'apparaissent pas dans l'Indice avant 2011, et celles de la pandémie actuelle ne devraient pas apparaître dans les valeurs de l'Indice avant 2021 ou 2022.

Bien que l'impact de la pandémie sur divers fronts, à court, moyen et long terme, fasse déjà l'objet d'estimations et de projections de différents auteurs et institutions, le tableau reste incomplet pour ce qui concerne la mondialisation. Un des moyens d'évaluer l'impact à venir de la crise sanitaire (et des mesures politiques adoptées par les pays et au niveau mondial) consiste à étudier différents scénarios, basés sur les répercussions de la Grande récession sur la valeur ajoutée de l'Indice Elcano de présence mondiale.

> Scénario A : Une crise semblable à celle de 2008

Si l'urgence sanitaire actuelle et ses conséquences économiques, politiques et sociales sont d'une ampleur similaire à celle de la crise précédente, on peut s'attendre à ce que l'évolution de l'Indice Elcano de présence mondiale soit similaire à celle de la période 2010-15, pour toutes les variables et dimensions.

> Scénario B : une crise plus grave qu'en 2008

Certains analystes affirment que les conséquences économiques, politiques et sociales seront plus dévastatrices et plus profondes que celles de la crise de 2008. Dans cette hypothèse, les chiffres pour les différentes composantes de l'Indice enregistreraient, peut-être à partir de 2022, la plus importante baisse pour chacun des indicateurs observés au cours de la période 2010-18.

> Scénario C : une crise différente de celle de 2008

Enfin, les particularités de cette crise et les différences par rapport à 2008 peuvent faire que les variables se comportent différemment. Les prévisions et les estimations prévoient un impact sur les variables économiques similaire à celui de la Grande récession et un impact sur les variables « douces » plus fort, en raison de la réduction spectaculaire des mouvements transfrontaliers de personnes (qui concerne des variables telles que les troupes déployées, l'éducation, les migrations ou le tourisme).

Dans cette hypothèse, la performance attendue de chacune des 16 variables (dont la liste est détaillée ici) conduirait à un troisième scénario, où l'impact de la crise actuelle sur la mondialisation serait différent de celui de la crise de 2008 (Figure 3).

>>

Figure 3. Trois scénarios de mondialisation après le Covid-19 (en %)

	Scenario A Crisis similar to 2008 *Average rate (2010-15)*	**Scenario B** Crisis worse than 2008 *Larger reduction (2010-18)*	**Scenario C** Different crisis to 2008
Energy	6.8	-36.2	-11.1
Primary goods	4.3	-7.5	-1.1
Manufactures	2.6	-3.4	-0.7
Services	1.7	-0.7	-0.7
Investments	-0.3	-8.9	-0.3
Troops	-4.0	-10.2	5.7
Military equipment	3.7	-2.0	-1.0
Migration	1.4	-1.0	-1.0
Tourism	3.7	2.0	2.0
Sports	-0.8	-1.7	-1.7
Culture	7.3	-8.9	-1.8
Information	16.9	-1.4	16.9
Technology	4.2	1.7	4.2
Science	5.0	3.4	5.0
Education	5.2	0.1	0.1
Development cooperation	2.6	-4.8	4.1

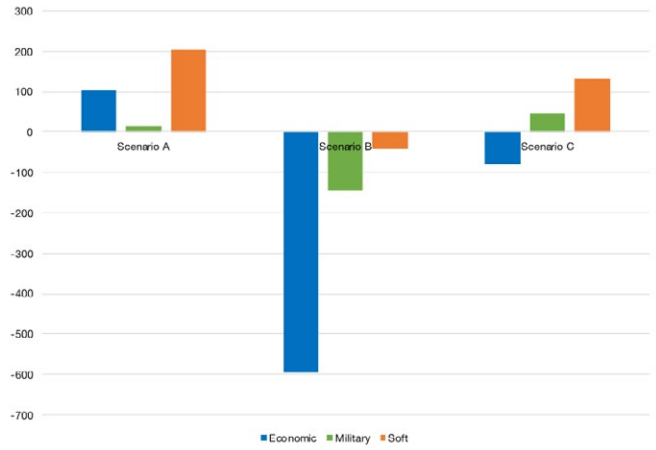
Source : les auteurs, sur la base de l'Indice Elcano de présence mondiale.

Un seul des trois scénarios (le scénario B) entraînerait une véritable dé-mondialisation, la présence mondiale agrégée de l'ensemble des 130 pays diminuant de 1% par rapport aux valeurs de 2019. Cela concernerait toutes les dimensions, en particulier la dimension économique (en termes absolus) et militaire (en termes relatifs).

Cependant, si les effets transformateurs sont similaires à ceux de la crise précédente (scénario A), on peut s'attendre à une continuité dans le processus de mondialisation (+1,7% de présence mondiale totale), avec une augmentation cumulée de la dimension douce et, dans une moindre mesure, de la dimension économique.

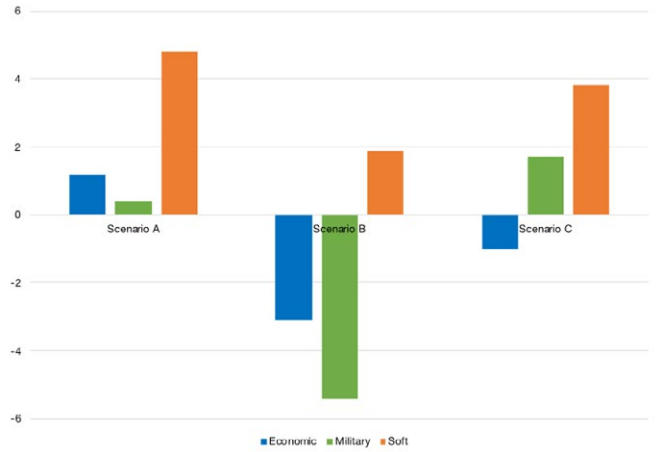
Enfin, le scénario basé sur des effets transformateurs différents de la crise précédente se traduirait par une mondialisation pratiquement au point mort, avec une présence mondiale agrégée augmentant de 0,7%. Cela serait le résultat d'une dimension douce plus dynamique, contrebalancée par une légère baisse de la dimension économique (Figures 4 et 5).

Figure 4. Présence mondiale agrégée, projections selon les scénarios A, B et C (changement de la valeur de l'indice par rapport à 2019)



Source : les auteurs, sur la base de l'Indice Elcano de présence mondiale.

Figure 5. Présence mondiale agrégée, projections selon les scénarios A, B et C (variation en pourcentage de l'indice par rapport à 2019)



Source : les auteurs, sur la base de l'Indice Elcano de présence mondiale.

En bref, comme la crise de la fin des années 2000, la crise actuelle aura un impact sur les relations internationales. On peut s'attendre à une accélération des changements structurels déjà observés dans le cadre du processus de mondialisation. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Iliana Olivié <iolivie@rielcano.org>
Manuel Gracia <mgracia@rielcano.org>

> En Europe centrale, l'aide à domicile à l'épreuve du Covid

Brigitte Aulenbacher, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et membre des comités de recherche de l'ISA « Économie et société » (RC02), « Pauvreté, protection sociale et politiques sociales » (RC19), « Sociologie du travail » (RC30) et « Femmes, genre et société » (RC32) ; **Petra Ezzeddine**, Université Charles de Prague (République tchèque) ; **Dóra Gábriel**, Institut hongrois de recherche démographique (Hongrie) ; **Michael Leiblfinger**, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et membre des RC19 et RC30 ; **Kinga Milankovics**, HEKATE Conscious Ageing Foundation (Hongrie) ; et **Veronika Prieler**, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et membre des RC19 et RC32

Ce modèle de masques est prévu pour les travailleurs qui font la navette entre la Hongrie et l'Autriche afin qu'ils puissent être instantanément identifiés comme des travailleurs transfrontaliers à la frontière entre les deux pays.

En Europe centrale, les régimes de soins aux personnes âgées reposent de plus en plus sur l'aide à domicile. Les travailleurs du secteur du *care*, principalement des femmes migrantes, vivent et travaillent au domicile des personnes qui reçoivent leur aide. Leurs responsabilités vont des tâches ménagères aux soins médicaux. La réglementation de l'aide à domicile varie d'un pays à l'autre, avec des conditions de travail précaires comme dénominateur commun. L'aide à domicile en Europe centrale repose sur la migration circulaire et, souvent, les intermédiaires recrutent pour ce secteur des travailleuses de pays plus pauvres qui sont poussées à accepter un emploi (quel qu'il soit) à l'étranger. Une condition préalable à l'application de ce modèle est la plus ou moins libre circulation des travailleurs au sein des États membres de l'Union européenne (UE), et au-delà – une condition qui, avec la pandémie de Covid-19, ne peut plus être considérée comme acquise en raison de la fermeture des frontières. Cet article analyse la situation de l'aide à domicile en Autriche, en République tchèque et en Hongrie en présentant leurs modèles de soins respectifs et en montrant comment l'aide à domicile a été affectée par la pandémie.

> L'aide à domicile en Autriche, en République tchèque et en Hongrie

En Autriche, l'aide à domicile est une profession réglementée. En règle générale, deux aides à domicile travaillent en alternance dans un même foyer toutes les deux à quatre semaines. Ces personnes sont des travailleurs indépendants, ce qui est synonyme de flexibilité, mais de flexibilité qui profite principalement aux bénéficiaires des soins, tandis que les personnes qui prodiguent l'aide n'ont pas droit au salaire minimum, aux congés payés ni aux congés de maladie. À la différence de l'Autriche, la République tchèque et la Hongrie sont à la fois des pays d'origine et de destination de ces travailleuses. Les travailleuses du *care* tchèques et hongroises qui partent à l'étranger ont pour principales destinations les pays germanophones, c'est-à-dire l'Autriche et l'Allemagne. Dans le cas de la République tchèque, où les services à la personne assurés par des migrantes pour le compte de ménages privés sont un phénomène relativement récent, l'Ukraine est un important pays d'envoi. Le secteur de l'aide à domicile en République tchèque est encore peu développé, et un contrat de travail valide est nécessaire aux travailleurs migrants (extra-communautaires) pour obtenir un permis de séjour. La Hongrie accueille principalement des travailleuses du *care* ukrainiennes et roumaines d'origine hongroise, qui, pour des raisons de proximité linguistique et culturelle, ne font pas nécessairement le choix d'aller chercher des salaires plus élevés en Europe de l'Ouest. En Hongrie, la majorité des migrantes qui fournissent des services d'aide à domicile travaillent de manière informelle mais il existe également quelques possibilités d'emploi formel.

> Les défis posés par la pandémie de Covid-19

Face à la progression de la pandémie de Covid-19, les frontières ont été immédiatement fermées, même en Europe centrale, faisant cesser, pendant un temps, les migrations circulaires transfrontalières. En Autriche, la pandémie a ramené la question de l'aide à domicile au cœur de l'actualité médiatique et parmi les priorités de divers acteurs qui se sont cependant appliqués à ne rien changer au lieu de chercher des solutions alternatives. Les gouvernements allemand, autrichien et tchèque ont réussi à négocier des « couloirs prioritaires » pour les travailleuses du *care*, tandis que les travailleuses hongroises de ce secteur étaient éga-

>>

lement libres d'entrer en Autriche. Les travailleuses concernées ont commencé à se demander si elles devaient rester dans leur pays, ce qui revenait à perdre leur source de revenus, ou partir pour le pays d'accueil – ou y rester si elles s'y trouvaient déjà. En Autriche, de nombreuses aides à domicile ont prolongé la durée de leur mission, ce que le gouvernement fédéral a encouragé au moyen d'une prime unique non imposable de 500 euros. Entre fin mars et mai, des aides à domicile ont été amenées en Autriche à bord de trois avions affrétés en provenance de Bulgarie, de Croatie et de Roumanie ainsi que de six trains spéciaux en provenance de Roumanie. Si, au début, toutes ces travailleuses ont été mises en quarantaine pendant 14 jours dans un hôtel sans indemnisation, par la suite, seules celles testées positives – ainsi que celles qui partageaient le même compartiment de train qu'elles – se sont vu imposer une quarantaine, toujours sans indemnisation. Lorsqu'en Europe centrale les frontières ont à nouveau été ouvertes à la mi-juin, les voies de circulation habituelles ont été à nouveau disponibles pour les migrants circulaires.

En raison des restrictions appliquées aux travailleurs transfrontaliers pendant les premiers mois de la pandémie, les travailleuses du *care* qui traversaient la frontière pour retourner en République tchèque se sont vu imposer un isolement de 14 jours dans leur pays. Elles devaient en outre présenter un test au Covid-19 négatif et se soumettre à un nouveau test tous les 14 jours, à leurs frais. Dans les médias, ces migrantes circulaires tchèques étaient généralement décrites comme une menace importante pour la santé publique. D'après les témoignages de certaines de ces travailleuses, leurs familles faisaient l'objet d'une stigmatisation sociale de la part de la population locale, en tant que porteuses potentielles du virus. Au début de la pandémie, les travailleuses du *care* ukrainiennes, en particulier, ont souvent fait état d'un sentiment d'insécurité et de peur, et de leur inquiétude de se retrouver sans emploi et « bloquées » en République tchèque sans possibilité de rentrer chez elles. Ce n'est que le 4 mai que le ministère de l'Intérieur tchèque a introduit un nouveau règlement annulant la période de 60 jours nécessaire à l'octroi d'un nouveau permis de séjour pour les migrants qui auraient perdu leur emploi pendant l'état d'urgence. À l'inverse de la situation des travailleurs frontaliers tchèques, qui a été très médiatisée, celle des migrantes travaillant dans le secteur du *care* en République tchèque a été passée sous silence même lorsqu'il a été question de l'importance des travailleurs intervenant au niveau des infrastructures essentielles de la société et de la nécessité urgente de les doter d'équipements de protection adaptés.

En Hongrie, où le sujet n'a pas fait l'objet de la même couverture médiatique qu'en Autriche et en République tchèque, les choix du gouvernement face la pandémie ont créé une pression supplémentaire dans le secteur de l'aide aux personnes âgées. En effet, des milliers de patients ont été renvoyés chez eux par les hôpitaux, afin de libérer des lits pour les futurs patients atteints du Covid-19. Cela a créé une demande supplémentaire d'aide aux soins au moment même où des travailleuses du *care* roumaines et ukrainiennes retournaient dans leur pays d'origine ou ne pouvaient pas entrer en Hongrie. Le secteur de l'aide à domicile s'est trouvé d'autant plus ébranlé que beaucoup de gens ont perdu leur emploi et étaient donc vraisemblablement moins disposés à payer pour des services d'aide. Si de nombreuses travailleuses du *care* hongroises se sont réjoui de pouvoir prolonger leur séjour en Autriche grâce à l'attribution de la prime, d'autres, confrontées à des obligations accrues auprès de leur propre famille, n'ont pas pu ou pas voulu reprendre leur travail. Sur les réseaux sociaux, les ressortissantes hongroises qui travaillent dans le secteur du *care* en Autriche ont exprimé leur amertume face aux mesures prises par le pays d'accueil pour faire venir des travailleuses du *care* roumaines. De l'avis de nombre d'entre elles, accorder ce privilège à un groupe de migrants en particulier risquait de menacer leur propre (futur) emploi.

> Conclusion

Pendant la pandémie, les conditions de travail dans les pays d'accueil et d'origine se sont encore dégradées. Confrontées à des situations plus difficiles dans leur pays d'origine, les travailleuses migrantes ont néanmoins été poussées à accepter des emplois à l'étranger, malgré les risques potentiels, notamment sanitaires, et les restrictions mises en place pendant la pandémie. Le marché des travailleuses transfrontalières du *care* est souvent présenté comme un marché gagnant-gagnant, dans lequel les personnes âgées reçoivent de l'aide à un coût abordable et les migrantes un emploi plus rémunérateur que les possibilités offertes dans leur pays d'origine. Dans les faits, ce marché de l'aide à la personne en Europe centrale produit un système d'inégalités structurelles fondées sur la nationalité, d'exploitation transnationale de la main-d'œuvre, et d'exclusion au beau milieu du mythe d'une Europe égalitaire et intégrée. Bien que la vulnérabilité de l'aide à domicile ait fait l'objet d'un regain d'attention depuis le début de la pandémie, les attentes et les besoins des personnes qui assurent les soins et de celles qui les reçoivent n'ont guère été pris en compte, ou alors de manière insuffisante ou inégale. Les personnes nécessitant des soins, ainsi que leurs proches, ne se sont pas senties soutenues par les autorités et ont vécu avec inquiétude la fermeture des frontières. Alors que de nombreuses mesures visaient à garantir la poursuite de l'aide à domicile, on a continué à fermer les yeux sur les conditions de vie et de travail des travailleuses de ce secteur, déjà précaires avant la pandémie. Avec la distanciation sociale – également entre les personnes qui reçoivent les soins et leurs proches –, les aides à domicile se sont retrouvées avec une charge de travail accrue, et plus isolées. Les déplacements transnationaux ont entraîné un risque de contagion et/ou de mise en quarantaine (non rémunérée). Les travailleuses du *care* bloquées dans leur pays d'origine ont été confrontées à des difficultés financières. Et malgré les déclarations sur l'importance systémique de leur travail, les aides à domicile ont été présentées comme une menace pour la santé publique et les marchés du travail nationaux. Le fardeau social et financier de la pandémie a donc fini par retomber sur les épaules des migrantes circulaires. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Brigitte Aulenbacher <brigitte.aulenbacher@jku.at>
Petra Ezzeddine <petra.ezzeddine@fhs.cuni.cz>
Dóra Gábriel <gabriel@demografia.hu>
Michael Leiblfinger <michael.leiblfinger@jku.at>
Kinga Milankovics <kinga@hekatefoundation.org>
Veronika Prieler <veronika.prieler@jku.at>

> La sociologie publique en Asie du Sud
pendant le confinement

Dev Nath Pathak, South Asian University (Inde)

Illustration : Arbu.

L'occasion de repenser l'Asie du Sud sous un autre angle, celui des émotions, des souffrances humaines, et des crises sociopolitiques, s'est une fois de plus évanouie pendant le confinement qui a été imposé pour freiner la propagation du coronavirus dans la région. Pour mieux comprendre la situation, il peut être utile de rappeler brièvement les éléments du drame qui est à l'œuvre. On a ainsi retrouvé la rhétorique géopolitique habituelle des États dans les derniers épisodes du différend qui oppose depuis longtemps le Népal à l'Inde au sujet de Kalapani, un territoire situé dans l'Himalaya. L'incident est intervenu au beau milieu d'un contexte de crise lié aux travailleurs migrants qui cherchaient désespérément à rentrer chez eux pendant la période de confinement. À cela, il faut ajouter l'échec de la réunion sur le Covid-19 organisée pendant le confinement par l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), qui a révélé une fois de plus que l'Asie du Sud n'est qu'une scène de représentation pour plusieurs de ses États membres. Pour ceux-ci, il s'agit essentiellement et invariablement de participer à des réunions occasionnelles dans ce qui n'est rien d'autre qu'un débat-spectacle sur leurs largesses et leurs moyens financiers communs, leurs intérêts stratégiques partagés et leurs liens bilatéraux, leur sécurité et leur sûreté. Ces discours ne laissent guère de place aux émotions, aux dynamiques socioculturelles, aux relations et aux flux. Il vient rarement à l'esprit que l'Asie du Sud, en tant qu'entité sociale insuffisamment étudiée, comporte également un potentiel de compassion, d'empathie et de collaboration transfrontalières en phase avec les émotions partagées dans la région. Il est inquiétant de constater qu'une idée déshumanisante de l'Asie du Sud domine, faisant perdre de vue les sentiments, les angoisses et les préoccupations des habitants de la région. En bref, une sociologie publique des souffrances, des préoccupations et des émotions en Asie du Sud n'a pas la moindre chance d'émerger en raison de la prédominance d'un objectif « implacable » la soi-disant « diplomatie Covid ». Une sociologie de l'Asie du Sud qui rende véritablement compte des émotions, qui accorderait ainsi une place centrale aux êtres humains et à leurs luttes, demeure un projet toujours inachevé.

> La crise des travailleurs migrants

Le Covid-19 aura peut-être été un mal pour un bien à travers le monde dans la mesure où il a porté un coup au discernement de façade de beaucoup de gens, y compris parmi la classe moyenne instruite, la classe des intellectuels qui prétendaient avoir compris les travailleurs

>>

migrants. Dans toute l'Asie du Sud, on s'est à nouveau intéressé aux travailleurs migrants et à leur existence sociale duale, le plus souvent décrite comme « un pied en ville, un pied au village ». Tous ceux qui prétendaient avoir compris la masse grouillante des travailleurs des secteurs formels et informels de l'économie ont été bien incapables de fournir des réponses. Une série d'articles d'opinion dans les journaux et les sites Internet n'ont fait que révéler un jargon politique impénétrable et des idées éculées sur le clivage entre zones rurales et zones urbaines dans la région. Dès lors, les failles de l'État sont apparues au grand jour. Nous avons assisté depuis le début de la pandémie à la quasi-disparition des mécanismes de gouvernance et de gestion de crise dans l'ensemble de la région. Au lieu de cela, on a eu droit en Inde au spectacle des concerts de casseroles, des bougies allumées et des hélicoptères de l'armée de l'air répandant des pétales de fleurs sur les hôpitaux pour rendre hommage au personnel soignant. La pandémie est devenue pour les populations une source de panique encore plus importante en raison des politiques et stratégies inadéquates menées dans toute l'Asie du Sud. Il y a sans doute des exceptions ici et là, mais globalement, le traitement accordé par les États d'Asie du Sud aux êtres humains confrontés à la pandémie peut être qualifié d'échec généralisé.

Dans ce contexte, le mouvement de retour des travailleurs migrants a provoqué une crise commune à toute la région, révélant l'absence d'approche empathique. Une bonne part des débats menés en Asie du Sud dans le cadre de la pandémie tournent autour des réalités complexes de la migration. Tout le monde s'est soudain souvenu d'un vieux truisme, à savoir qu'une partie substantielle de l'économie repose sur les travailleurs migrants. C'est grâce à l'aide des travailleurs migrants que les ménages de la classe moyenne des villes d'Asie du Sud peuvent prospérer. Malheureusement, ces travailleurs ne sont pourtant perçus que comme des rouages de la machine économique plutôt que comme des êtres humains qui comptent, dotés d'émotions, d'impératifs et de sensibilité. C'est un phénomène que l'on peut observer à travers toute la région. Le Bangladesh ne s'est pas suffisamment préoccupé du désarroi des travailleurs de l'industrie de la confection, qui est une source considérable d'emplois dans le pays, et c'est pourquoi de nombreux travailleurs ont fait des allers et retours entre Dhaka et leur ville ou village d'origine dans l'espoir de trouver du travail. Le Bangladesh n'a également rien prévu pour les travailleurs qui revenaient des pays voisins, comme l'Inde ou le Népal. Les travailleurs qui contribuaient autrefois à l'économie à travers leurs envois de fonds sont aujourd'hui devenus des migrants sans patrie en Inde également. Ils sont retournés en quelque sorte vers une nation ingrate. Les travailleurs népalais qui retournaient au pays depuis l'Inde ont dû parcourir à pied de nombreux kilomètres dans des conditions difficiles et sans recevoir aucune aide en cours de route. En Inde, des dispositions différentes ont été prises en fonction des classes sociales : tandis que des avions étaient affrétés pour les migrants revenant de l'étranger, rien n'a été prévu pour faciliter le retour des migrants internes. Bien qu'on en ait très peu parlé, la situation des travailleurs au Pakistan a été également déplorable. Ces travailleurs, que ce soit dans le secteur formel ou informel, n'étaient considérés que comme l'incarnation d'une force de travail commercialisable. Ils n'étaient pas perçus comme des êtres humains avec leurs propres sentiments, leurs mythes, leurs coutumes, leur culture et leur vie quotidienne. Cette situation fait ressortir le besoin de repenser l'Asie du Sud en tant que catégorie sociale composée de travailleurs.

> Pour une sociologie de l'Asie du Sud qui rende véritablement compte des émotions

Il faut en Asie du Sud s'éloigner de la logique dominante des États et de la géopolitique afin d'explorer une sociologie pour la région qui soit nuancée et capable de véritablement rendre compte des émotions de ses populations. Dans le cadre d'une telle sociologie, on peut élaborer de nouvelles utopies pour une Asie du Sud des citoyens où les émotions et la raison peuvent se combiner afin de mieux appréhender la réalité sociale. Une telle sociologie devrait être sensible aux émotions changeantes des populations. Car, dans le cadre relativement fluide des sentiments, nous pourrions nous rapprocher les uns des autres, être équitables et capables d'empathie et de compassion. Malheureusement, la politique indienne du "*neighborhood first*" (« les voisins d'abord »), dont on a tant vanté les mérites, s'avère être davantage un artifice diplomatique qu'un véritable projet de rapprochement socioculturel. Une telle politique entretient l'idée que l'Inde est supérieure à ses voisins et est donc appelée à prendre soin d'eux. Avec ce complexe de supériorité, le pays s'effondre, confronté à la pandémie et au déclin de l'État qui en résulte, à la misère croissante des populations et à l'absence d'espoir. Plutôt que des gesticulations politiques, il aurait été préférable que nous puissions tous, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, relever ce défi ensemble. ■

Toute correspondance est à adresser à Dev Nath Pathak <dev@soc.sau.ac.in>

> La sociologie publique face à la pandémie

Michele Grigolo et **Craig Lundy**, Nottingham Trent University (Royaume-Uni)

Nous vivons une époque difficile qui interroge la sociologie publique à de multiples égards. La propagation du Covid-19 a amplifié les disparités et les inégalités au sein des sociétés. Elle a mis en évidence la place de l'intérêt général face aux intérêts privés, et pourtant, la logique du profit qui a infiltré en profondeur divers domaines de la vie sociale, y compris l'éducation, est en train de se réaffirmer au moment où la pandémie est, nous dit-on, maintenue sous contrôle. Nous voudrions ici rendre compte de notre expérience de la sociologie publique à l'Université de Nottingham Trent (NTU), au Royaume-Uni, et en particulier de notre programme de master, dont la sociologie publique constitue la pierre angulaire. Avec ce bref compte rendu, nous espérons susciter une réflexion collective sur la sociologie publique dans le contexte de la pandémie, et offrir à ceux et celles qui s'intéressent à la sociologie publique l'opportunité de conjuguer leurs efforts et de renforcer leurs liens et leur collaboration.

Pour commencer, nous voulons clarifier ce que nous entendons par « sociologie publique ». Dans sa fameuse allocution lors de son élection à la présidence de l'Association américaine de Sociologie en 2004, Michael Burawoy définissait la « sociologie publique » comme un dialogue entre les sociologues et leurs publics en vue de forger des objectifs communs. Nous serions d'accord là-dessus. Cependant, nous estimons que nos étudiants en sociologie ne sont pas seulement nos « premiers publics » – ils sont des sociologues publics à part entière. En tant que tels, ils ne sont pas seulement ceux qui reçoivent notre enseignement, mais aussi, d'entrée de jeu, des coproducteurs de savoirs et des praticiens actifs au sein de la communauté. On voit bien là que notre approche de la sociologie publique à la NTU est centrée sur ce que nous aimons appeler une relation récursive entre pédagogie, recherche et pratique. Telles les étoiles dans une constellation du zodiaque, chacun de ces éléments dépend des autres pour faire sens, être étayé, et enrichi. Si toutes les activités de sociologie publique ne font pas nécessairement intervenir explicitement les trois points du triangle, c'est le cas de beaucoup d'entre elles, et toutes contribuent d'une manière ou d'une autre à renforcer les liens entre eux.

C'est cette approche qui a guidé le choix des contenus et l'organisation de nos cours de master en sociologie. Nos modules abordent différents aspects de la sociologie publique, de la théorie à la méthodologie et aux démarches pratiques. Dans notre module d'Apprentissage par le Service (*Service Learning*), les étudiants collaborent avec des organisations locales à but non lucratif, en élaborant un projet spécifique qui s'appuie sur les capacités des étudiants à répondre à un besoin ou à un désir de l'organisation. Il s'agit d'« apprendre avec », par opposition à « apprendre de », et d'être intégré dans un processus en prenant conscience que les processus peuvent faire la différence lorsqu'il s'agit de connaissances et de changements. Dans le prolongement de cette collaboration, les étudiants peuvent établir un compte rendu pour l'organisation avec laquelle ils ont collaboré ou, s'ils le préfèrent, écrire un article pour une revue spécialisée – deux possibilités qui se distinguent de la thèse de doctorat classique en visant, d'une manière différente, à encourager au plus tôt la contribution des étudiants à la sociologie publique.

Bien que les membres de notre équipe se rejoignent sur de nombreux points – tels que l'engagement en faveur de la justice sociale et la valeur accordée à l'approche « récursive » de la sociologie publique que nous venons d'évoquer – il convient de souligner que dans nos différentes façons d'exercer la sociologie publique, les divergences et les désaccords ne manquent pas entre nous. En outre, la réalité vécue de la sociologie publique à la NTU continue d'évoluer, à mesure que nous apprenons les uns des autres et que nous progressons au plan individuel et collectif. Nous considérons ces deux aspects comme positifs. Ils contribuent également à expliquer pourquoi pour nous, la sociologie publique est plus exactement une « sociologie

>>

> **“Il ne s’agit pas de revenir à la normale car cette normalité fait également partie du problème”**

publique critique », dans la mesure où ce terme ajouté indique une volonté d’encourager la réflexion et la pratique critiques entre les participants.

En dehors de notre programme de master, ce travail de sociologie publique critique s’est également développé à travers d’autres voies. En 2017, nous avons organisé un colloque éponyme sur la sociologie publique critique à la NTU, avec le soutien de l’Association britannique de Sociologie, et en 2019, nous avons publié des résultats de recherche sur notre approche pédagogique dans le *Journal of Higher Education Outreach and Engagement* (« Evaluating the Complexity of Service-Learning Practices: Lessons From and For Complex Systems Theory » de Burton, Hutchings, Lundy et Lyon-Lewis). Certains membres de notre équipe ont eu recours à la recherche-action participative pour étudier l’aspect empirique du travail et de l’emploi avec les organisations du secteur associatif, et de nouvelles initiatives sont en cours d’élaboration, par exemple autour de la question des droits de l’homme à Nottingham. À travers ces activités, enseignants, étudiants et associations partenaires ont été impliqués et ont travaillé ensemble dans l’intérêt commun.

La pandémie actuelle nous a obligés à reconsidérer notre action dans le cadre de la sociologie publique critique. Nous partons de questions telles que : En quoi cette pandémie amplifie-t-elle les inégalités existantes ? Quelles mesures sont nécessaires et justifiables pour lutter contre la pandémie ? Comment continuer notre travail dans les circonstances actuelles ? Faudrait-il réorienter notre travail et en adapter le contenu ? Pour nous, toute réponse à ces questions devrait continuer à faire intervenir la pédagogie, la recherche et la pratique. Au moment où nous écrivons ces lignes (mai 2020), le gouvernement britannique a commencé à assouplir les mesures de confinement. Nous avons engagé un dialogue avec nos partenaires communautaires pour mieux connaître l’impact que le Covid-19 a eu sur eux et sur les communautés vulnérables de Nottingham. Pour l’avenir, nos réflexions portent sur la manière dont la sociologie publique pourrait répondre au mieux à cette pandémie, avec le souci de protéger les personnes vulnérables et de renforcer les actions de proximité. Alors que le secteur de l’enseignement supérieur est confronté à des coupes budgétaires drastiques, qui s’ajoutent à celles déjà subies, nous nous demandons comment ce moment de profonde incertitude et d’instabilité pourrait offrir des possibilités de résister à la logique du profit qui domine le système éducatif britannique et de repenser le sens et le rôle de l’éducation dans la société.

À terme, nous voulons sortir de cette pandémie avec un sentiment renforcé d’appartenance à une communauté plus vaste. Contre la peur et l’isolement produits par le confinement actuel, nous pensons qu’il est important, en tant que sociologues publics critiques, de réaffirmer la centralité de la société et le rôle du social pour rétablir les relations humaines. Il ne s’agit pas de revenir à la normale car, comme certains l’ont déjà souligné à juste titre, cette normalité fait également partie du problème. Il s’agit plutôt d’avancer vers un monde meilleur. Nous pensons que la sociologie et la sociologie publique devraient y contribuer, d’une manière critique. Pour toutes ces raisons, nous aimerions en savoir plus sur les travaux et les réflexions des autres chercheurs et étudiants en sociologie publique, dans l’espoir d’établir entre nous des liens permettant de défendre la place de la sociologie publique. N’hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez prendre part à ces échanges. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Michele Grigolo <michele.grigolo@ntu.ac.uk>
Craig Lundy <craig.lundy@ntu.ac.uk>

> Distanciation sociale : Le rôle de la sociologie

Syed Farid Alatas, Université nationale de Singapour

Les passagers sont invités à garder leurs distances (physiques) pendant la pandémie de Covid-19. Crédit : Mick Baker/flickr.com. Certains droits réservés.

La question de la distanciation sociale est pour moi un prétexte pour introduire à la sociologie. Si je finis cependant par aborder le sujet, ce sera pour déclarer qu'il s'agit d'une appellation erronée. Mais pour comprendre ce point, il faut commencer par savoir ce qu'est la sociologie.

> Qu'est-ce que la sociologie ?

On peut remonter au fondateur de cette discipline, Abd al-Rahman Ibn Khaldoun (1332-1406), l'un des érudits musulmans les plus remarquables de la période prémoderne. Il a fondé une science entièrement nouvelle, qu'il a appelée la science de la société humaine (*'ilm al-ijtima' al-insani*). C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la sociologie, c'est-à-dire l'étude de la société. Pour reprendre les termes du grand sociologue allemand d'origine hongroise Karl Mannheim (1893-1947), la société concerne elle-même les différentes formes de cohabitation des êtres humains. Ces formes, qui comprennent les contacts sociaux, la distance sociale, l'isolement, l'individualisation, la coopération, la compétition, la division du travail et l'intégration sociale, permettent aux êtres humains de se réunir, de vivre et d'interagir au sein de différents types d'associations et de groupes qui forment des communautés et des sociétés. Il est important de comprendre la nature de la société et de la vie en groupe si l'on veut comprendre les comportements et les événements sociaux. Ibn Khaldoun nous aide à comprendre cela.

Pour montrer combien il était nécessaire de connaître la nature de la société afin de pouvoir distinguer la réalité de la fiction dans l'histoire, Ibn Khaldoun a donné l'exemple des débats dans les ouvrages historiques concernant la descendance du souverain marocain Idris bin Idris (803-828 après J.-C.), de la dynastie des Idrissides. La rumeur voulait que le jeune Idris soit né d'une relation adultère entre sa mère et Rachid, un client des Idrissides. Le fait est cependant que le supposé père d'Idris était marié suivant la tradition berbère et vivait parmi les tribus berbères dans le désert. L'argument sociologique d'Ibn Khaldoun était que la nature de la vie des gens du désert était telle qu'il était impossible que quelque chose comme une liaison extraconjugale se produise sans que toute la communauté en soit informée. Si nous connaissions quelque peu la société des gens du désert, le mode de vie des nomades du désert et la nature de leurs relations, c'est-à-dire leur situation sociale, nous en conclurions qu'il est peu probable qu'Idris puisse être le fruit d'une relation illicite.

La sociologie consiste donc à comprendre la nature du social et la manière dont les facteurs sociaux jouent un rôle dans le développement des communautés, des sociétés et des civilisations. Dans le but d'expliquer les interactions, la coopération et l'association des êtres humains, les idées sociologiques se sont donc souvent éloignées du champ académique. Ces idées ont été reprises et développées par des responsables politiques et ont influencé l'élaboration des politiques dans les pays du monde entier.

> Rajaratnam et Ronald Reagan à propos d'Ibn Khaldoun

L'ancien ministre des affaires étrangères (de 1965 à 1980) et vice-premier ministre (de 1980 à 1985) de Singapour, S. Rajaratnam (1915-2006) s'est inspiré des idées d'Ibn Khaldoun dans ses réflexions sur l'avenir de Singapour au XXIe siècle.

Dans un discours prononcé en décembre 1979[1], il abordait la question de savoir comment une société pouvait acquérir et mettre à profit la *virtù*, entendue au sens de Machiavel, c'est-à-dire de qualités vertueuses comme la fierté, la bravoure, l'habileté, la force et l'implacabilité qui permettent de maîtriser une situation. Une société a besoin de la *virtù* pour réagir aux forces économiques, sociales, culturelles, politiques et technologiques qui l'entraînent vers le futur, face auxquelles l'inaction serait synonyme de déclin. Rajaratnam exprimait ses idées à l'époque de la

>>

révolution iranienne, ce qui l'a porté à également réfléchir à l'essor et au déclin de la civilisation islamique. Sur les conseils de son ami sociologue Syed Hussein Alatas, il fut amené à lire la *Muqaddima* d'Ibn Khaldoun, son introduction en trois volumes à l'histoire des Arabes, des Berbères et des autres peuples.

Rajaratnam faisait observer que le concept clé d'Ibn Khaldoun, l'*asabiyya*, qui correspond au sentiment de solidarité de groupe, principalement au sein des tribus, des villages et des nouvelles implantations, est ce qui a rendu la société nomade plus résiliente, plus résistante, plus courageuse et plus autonome en comparaison avec les habitants des cités. Ce sont les liens de cohésion de l'*asabiyya* qui ont permis à ces nomades de conquérir des cités et de former de nouvelles dynasties. C'est pourquoi Rajaratnam a été amené à suggérer que l'*asabiyya* d'Ibn Khaldoun correspondait à la *virtù* de Machiavel.

Environ deux ans après le discours de Rajaratnam, le président américain Ronald Reagan citait une phrase bien connue d'Ibn Khaldoun : « Il faut savoir qu'au début d'une dynastie, l'impôt engendre des recettes importantes moyennant une petite assiette fiscale. À la fin de la dynastie, l'impôt ramène de petits revenus malgré une assiette large. La raison en est que lorsque la dynastie suit les voies (*sunan*) de la religion, elle n'impose que les taxes stipulées par la loi religieuse, comme les impôts caritatifs, l'impôt foncier et la capitation ».

Le président Reagan a cité Ibn Khaldoun comme l'un des premiers apôtres de la théorie économique de l'offre, la doctrine sur laquelle son administration a fondé une grande partie de sa stratégie, selon laquelle une réduction des taux d'imposition stimulerait l'économie, ce qui générerait des recettes fiscales plus importantes. Paraphrasant Ibn Khaldoun, Reagan déclarait ainsi : « Nous essayons de nous concentrer sur les petites assiettes fiscales et les grosses recettes ».[2]

Pour Ibn Khaldoun, le déclin de l'*asabiyya*, associé à la recherche du luxe au sein de la classe dirigeante, entraînerait une augmentation des taux d'imposition. Le problème se pose sur plusieurs générations, car l'élite dirigeante développe un style de vie plus sophistiqué et plus luxueux, ce qui nécessite une augmentation des taxes et des prélèvements. Ceux-ci atteignent finalement des niveaux qui finissent par réduire ou interrompre les activités productives, ce qui à son tour diminue les recettes fiscales, provoquant d'abord un ralentissement de la production et des cycles financiers pour la dynastie, et finalement sa disparition. C'est un problème que prenait en compte également Rajaratnam. Il estimait qu'au moment où Singapour entrait dans le XXIe siècle et devait « guider prudemment la *fortuna*, le jeu capricieux des forces mondiales », il lui fallait la *virtù* de Machiavel ou l'*asabiyya* d'Ibn Khaldoun.

> Durkheim et l'étude du suicide

Alors que la psychologie est la science de l'esprit et de la conscience individuelle, la sociologie étudie la conscience collective en tant que fait social. La conscience collective englobe les croyances et les sentiments moraux, religieux et cognitifs qui sont communs à la moyenne des individus et qui maintiennent la cohésion de la société. Les explications psychologiques s'adressent à des individus particuliers, tandis que les explications sociologiques visent à comprendre les causes pour tout un groupe en fonction des caractéristiques du groupe. Émile Durkheim (1858-1917), l'un des fondateurs de la discipline moderne de la sociologie, qui se préoccupait également d'établir la sociologie comme une discipline distincte, a utilisé l'étude du suicide pour montrer en quoi la sociologie diffère de la psychologie.

Durkheim a étudié le suicide non seulement parce que c'est un phénomène social important, mais aussi pour démontrer à la communauté scientifique que la sociologie pouvait contribuer à expliquer ce qui semblait être un acte individuel que la psychologie suffisait à expliquer.

Durkheim entendait expliquer les différences des taux de suicide entre un groupe et un autre. Dans l'hypothèse où les facteurs biologiques et psychologiques restaient constants d'un groupe à l'autre, les différences dans les taux de suicide d'un groupe à l'autre étaient vraisemblablement dues à des variations des facteurs sociologiques plutôt que des facteurs biologiques et psychologiques. Durkheim testa empiriquement sa théorie en commençant par exclure d'autres facteurs. Par exemple, il exclut la race comme facteur parce qu'il y avait des taux de suicide différents entre les groupes d'une même race.

Les faits sociaux particuliers que Durkheim a utilisés pour expliquer les différents taux de suicide parmi différentes populations sont le degré d'intégration et le degré de régulation dans une société ou un groupe. Les différences de degré d'intégration et de régulation peuvent aboutir à l'un des quatre types de suicide : le suicide égoïste, le suicide altruiste, le suicide anomique et le suicide fataliste.

Prenons l'exemple de deux de ces types de suicide. Le suicide égoïste se produit parce qu'un individu n'est pas bien intégré dans le groupe. Si la conscience collective est faible et que les gens se retrouvent libres de poursuivre leurs intérêts personnels comme ils l'entendent, cet égoïsme débridé peut conduire à un sentiment d'insatisfaction. Tous les besoins ne peuvent pas être satisfaits, et même ceux qui peuvent l'être susciteront de nouveaux besoins et, au bout du compte, entraîneront un sentiment d'insatisfaction et, pour certains, le suicide. En revanche, si l'individu vit dans un groupe fortement intégré, comme une famille ou un groupe religieux, celui-ci lui procure une conscience collective forte et décourage le suicide.

>>

Le suicide altruiste se produit lorsque l'intégration sociale est trop forte. Un exemple célèbre est le suicide de masse des disciples du révérend Jim Jones en 1978 à Jonestown, en Guyane. Les disciples du révérend ont délibérément bu du poison et en ont également donné à leurs enfants. Ils ont été persuadés ou forcés de se suicider parce qu'ils faisaient partie de la société étroitement intégrée des disciples et qu'ils estimaient qu'il était de leur devoir d'agir ainsi.

Comme nous l'avons vu, la sociologie s'intéresse au fait social : l'interaction, la coopération et l'association entre les êtres humains, et la manière dont les facteurs sociaux jouent un rôle dans leur développement. Qu'est-ce que cela nous apprend sur la distanciation sociale ?

> S'agit-il vraiment de distanciation sociale ?

Nous avons commencé à entendre l'expression « distanciation sociale » pendant la pandémie actuelle de coronavirus. Selon l'Organisation mondiale de la santé, pratiquer la distanciation signifie « maintenir une distance d'au moins un mètre entre soi et les autres ». Beaucoup appellent cela la distanciation sociale, c'est-à-dire la pratique qui consiste à maintenir un espace physique entre les personnes en dehors du foyer, à ne pas se réunir en nombre et à éviter les rassemblements de masse.

Ce que l'on entend par distanciation sociale est en fait une distanciation physique. En effet, de nombreuses définitions de la distanciation sociale indiquent qu'elle est également connue sous le nom de distanciation physique. Cela donne la fausse impression que le social et le physique font en quelque sorte référence à la même chose.

La distance sociale est un concept très important en sociologie. Le terme est certes relativement nouveau dans le domaine de la santé publique, mais en sociologie il est employé depuis la période qui a précédé la Seconde Guerre mondiale. Son sens diffère de celui de distance physique ou spatiale, ce qui ne veut pas dire que la distance sociale et la distance physique puissent ne pas coïncider.

La distance sociale désigne l'absence de contact social, indépendamment de la distance ou de la proximité physique. Le contact social peut être un contact primaire, caractérisé par des associations fréquentes et plus intimes, qui peuvent ou non impliquer des rapports visuels et auditifs en face à face et sans médiation avec des personnes de notre groupe primaire, tels que les membres de la famille, les collègues et les amis. Ou bien le contact social peut être secondaire, faisant intervenir des associations moins fréquentes et moins intimes avec des personnes qui ne font pas partie de notre groupe. Dans tous les cas, le contact social concerne la proximité sociale et les relations sociales entre les individus, quel que soit leur degré de proximité physique.

Deux personnes peuvent être physiquement éloignées mais socialement proches ou intimes, c'est-à-dire avoir des contacts sociaux. Lorsqu'un couple, séparé par des frontières nationales en raison des restrictions de voyage imposées pour stopper la propagation du coronavirus, se retrouve sur les réseaux sociaux, il ne pratique pas la distanciation sociale. Ils ont des contacts sociaux intimes, en dépit de la distance physique.

D'autre part, il est possible d'être physiquement proche sans avoir de contact social. Dans ce cas, la proximité physique coexiste avec la distance sociale. Prenons l'exemple de deux personnes qui traversent la rue à un passage pour piétons. Ils sont étrangers l'un à l'autre, quand bien même ils seraient physiquement proches. Leurs actions ou leurs comportements ne sont pas dirigés l'un vers l'autre et il n'y a pas de contact social entre eux. Autre exemple : l'achat d'un article à l'épicerie. Il y a une proximité physique mais le contact social se limite à une courte transaction monétaire.

En cette période de pandémie, nous devons encourager et appliquer une distanciation physique et non sociale. C'est la distanciation physique qui est nécessaire pour limiter la propagation du coronavirus. C'est précisément en raison de la distanciation physique et du manque de possibilités de socialisation impliquant une proximité physique que nous devons encourager d'autres formes de contact social, et non la distanciation sociale.

Il est temps de réfléchir et de parler clairement de ce que nous voulons dire. Nous devrions réfléchir à la distanciation physique et aux contacts sociaux, et à la manière dont nous pouvons renforcer la proximité sociale tout en maintenant une séparation physique les uns des autres. ■

Toute correspondance est à adresser à Syed Farid Alatas <alatas@nus.edu.sg>

1. "Raja takes a look at the past and the future," *The Straits Times*, 21 décembre 1979.
2. Robert D. McFadden, "Reagan cites Islamic scholar," *The New York Times*, 2 octobre 1981.

> Un pionnier de la sociologie indienne moderne

Mir Suheel Rasool, Université du Cashmire (Inde)

Yogendra Singh en 2018.

Yogendra Singh (1932-2020) a été l'un des grands sociologues de l'Inde postcoloniale. Il a été une figure importante dans les cercles intellectuels et universitaires pour avoir réalisé un travail de précurseur dans le domaine de la sociologie indienne, sur des concepts tels que la stratification sociale, le changement social et la continuité sociale, la sociologie indienne, la modernisation et les changements culturels. Ses écrits couvrent une diversité considérable de thèmes et de perspectives, car il passait d'un sujet à l'autre avec autant d'intérêt que d'aisance.

Singh a fait œuvre de pionnier dans l'étude et la dissection de la modernité et de la tradition dans la société indienne. Une grande partie de son travail porte sur la modernité, la tradition et la stratification sociale. Il a utilisé une approche intégrée pour comprendre et analyser la société indienne. Son remarquable et célèbre *magnum opus* de 1973, *Modernization of Indian Tradition*, a ouvert de nouveaux horizons à la sociologie indienne. Il a également à son actif dix livres et monographies, dont *The Image of Man* (1983) et *Ideology and Theory in Indian Sociology* (2004) et a dirigé la collection *Social Sciences: Communication, Anthropology, and Sociology* (2010) dans laquelle il s'intéressait à la signification des signes et de la communication, au croisement de la théorie informationnelle et de la sociologie.

Le professeur Singh avait de solides convictions, encourageant les divergences de vues et utilisant le débat ouvert comme méthode de discussion sociologique. Même pendant la pandémie actuelle, il s'est attaché à réinventer les paradigmes sociologiques pour déconstruire le scénario de crise des sociétés postindustrielles. Singh était fondamentalement un réaliste et croyait que les théories avaient une base empirique, ce qui explique qu'il ait souvent été qualifié « scientifique en sciences sociales », capable de se libérer du carcan des classifications disciplinaires réductrices. Dans l'un de ses articles publiés dans le *Sociological Bulletin*, il soulignait l'importance de la sociologie de la connaissance, plaidant en faveur de l'objectivité et du réalisme. Il appelait à se détacher d'un « modèle de référence » international et dressa un catalogue des nouveaux défis auxquels la sociologie est confrontée, à la fois lucide et précis. Il soulignait l'importance des études de terrain qui permettent d'enregistrer et de documenter les caractéristiques existentielles et historiques objectives d'un « espace social ». Il croyait fermement à la démocratisation de la connaissance et de la science. Il développa un modèle intégré pour étudier les aspects structurels et culturels de la société indienne. Il était d'avis qu'il fallait développer une approche particulière pour étudier un contexte spatial particulier. Dans l'une de ses interviews, il associait la montée du nationalisme d'extrême droite à la montée des angoisses de la classe moyenne et préconisait les progrès en matière d'éducation comme antidote à la « menace croissante » de cette forme de politique hyper-nationaliste.

Yogendra Singh a décrit comment la sociologie indienne a développé son propre discours autour du thème des

>>

« études de village » et comment il s'est trouvé confronté au processus d'indigénisation des concepts de 1950 à 1980. La sociologie dominante était encore imprégnée du fonctionnalisme américain, et les analyses fondées sur le matérialisme dialectique étaient également caractéristiques de ces années-là ; ces deux tendances ont largement influé sur la sociologie indienne. Singh était convaincu de la capacité inhérente de la sociologie indienne à encore s'adapter et évoluer, ce qui impliquait une confrontation entre la définition et la reformulation des discours universels de la sociologie mondiale et l'indispensable indigénisation des notions en lien avec l'historicité, la spécificité culturelle et les objectifs de développement social et économique de l'Inde. Ses idées nous ont éclairés sur la façon dont la sociologie indienne a défini le champ de son propre discours au-delà de l'importation des concepts de la sociologie occidentale.

Au cours de sa vie, le professeur Singh a été membre de plusieurs organisations et institutions prestigieuses. Il a été l'artisan principal et l'un des fondateurs du Centre for the Study of Social Systems à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Jawaharlal Nehru (JNU). Étant donné son caractère humble et son honnêteté intellectuelle, il n'a jamais été excessivement ambitieux lorsqu'il s'est agi d'accéder aux échelons supérieurs de la hiérarchie universitaire. Ses préoccupations étaient moins politiques qu'académiques, ce dont témoignent les écrits qu'il a produits tout au long de sa carrière universitaire. En plus d'enseigner et de mettre au point des cursus de sociologie dans diverses institutions indiennes, il a transmis à nombre de ses étudiants et collègues chercheurs l'importance d'appréhender la société de manière à la fois raisonnée et radicale. À la fin de sa vie, il a continué à mener ses activités de recherche et d'enseignement avec une vigueur et une vitalité sans faille.

Les manières de voir et les écrits du professeur Singh ont laissé une empreinte durable sur la sociologie contemporaine et la société indienne. Il exprimait sa pensée avec clarté et ne croyait pas aux raisonnements approximatifs. Il croyait en l'étude des faits sociaux et des vécus sociaux réels qui déterminent les actions et les attitudes individuelles, tout en souhaitant voir de son vivant une transformation constructive de la société. Il a réalisé des études percutantes et approfondies sur des questions essentielles concernant la société indienne. Nombre de ses écrits restent aussi pertinents et utiles aujourd'hui qu'à l'époque où ils ont été écrits.

Avec sa disparition, l'Inde perd un sociologue visionnaire dont les contributions et les efforts pour réorienter et moderniser la sociologie indienne restent incontournables. Son héritage indélébile a laissé une profonde empreinte dans le cœur et l'esprit des étudiants en développant leur goût et leur curiosité pour la recherche et l'analyse des problèmes auxquels la société est confrontée. Nous gardons surtout le souvenir de lui comme d'un sociologue, un enseignant, un philosophe et un homme d'une intégrité intellectuelle irréprochable. ■

Toute correspondance est à adresser à Mir Suheel Rasool
<mirsuhailscholar@gmail.com>

> De l'urgence d'une (ré)intégration de la radicalité

S.A. Hamed Hosseini, Université de Newcastle (Australie)

Pour développer une résistance transformative, nous devons chercher à intégrer activisme et recherche transformative.
Graphisme : Hamed Hosseini.

Le Covid-19 a montré que des transformations radicales sont non seulement possibles mais inévitables pour éviter une implosion plus importante. Le fait de vivre dans un état de croissance lente ou de décroissance – où le « bien-vivre » collectif prend le pas sur le bien-être hédoniste – nous a fait prendre conscience de l'improbabilité d'un retour à l'ancienne normalité. Le moment est venu de mettre notre esprit en quarantaine face au mythe capitaliste qui, tel un virus puissant et fatal, voudrait qu'il n'y ait « pas d'alternative ». Bien que pénibles, les confinements sont des occasions de réfléchir à la situation dans laquelle nous nous trouvons, à comment nous en sommes arrivés là et à ce que nous pouvons faire pour unir nos imaginations créatives et nos actions politiques afin de préparer le monde d'après la pandémie.

> Où en sommes-nous ?

En bref, en l'absence d'actions radicales et globales au niveau mondial, nous, les humains, sommes sur la voie d'un véritable effondrement civilisationnel. Le plus probable c'est que cet effondrement s'apparente à une spirale d'événements catastrophiques interdépendants se produisant en cascade : calamités climatiques régionales, pandémies mondiales, récessions économiques, graves crises alimentaires, crises de l'eau et crises énergétiques entraînant des déplacements massifs de population et des troubles, des conflits mondiaux et des guerres civiles, des catastrophes climatiques plus graves et une accélération de l'effondrement actuel de la biodiversité.

> Comment en sommes-nous arrivés là ?

Pour faire court, une forme spécifique de « civilisation » née du colonialisme européen intrinsèquement lié au capitalisme moderne, s'est imposé dans le monde entier au cours des dernières décennies. Ce système de civilisation mondiale se caractérise par sa dépendance fondamentale envers : (1) le *Capital* remplaçant le travail comme source ultime de valeur ; (2) le *Carbone*, c'est-à-dire les combustibles fossiles ou, de manière plus générale, l'*extractivisme* ; (3) une *Croissance économique compulsive* moyennant une marchandisation implacable des relations socio-écologiques et une appropriation massive des « communs » menée sur plusieurs siècles, soutenues par la promotion constante de cultures consuméristes à travers le monde ; (4) la *Colonialité*, c'est-à-dire la stratification qui se poursuit des relations de pouvoir et les épistémès nécessaires au maintien de l'intégrité des hiérarchies intersectionnelles ; et enfin (5) la *Corruption* au niveau politique, stimulée par la montée du capital financier monopolistique et par les progrès de la surveillance, du traitement des données numériques (*datification*), des biotechnologies et de la neurotechnologie dictés par les intérêts des entreprises et des États, ainsi que par les guerres. Appelons les cinq *caractéristiques intrinsèques* listées ci-dessus, les « 5C ».

Le système est intrinsèquement sujet à des crises dans la mesure où les 5C nécessitent une expansion sans fin de la capacité de notre planète. Comme nous avons déjà dépassé la biocapacité de la Terre et qu'aucune solution technologique ne se profile à l'horizon pour maintenir cette capacité, les mêmes caractéristiques à l'origine de la montée en puissance de la civilisation moderne contribuent désormais à sa perte.

>>

> Dé-carboniser ne suffit pas

Mettre fin à l'une des dépendances décrites précédemment sans remettre en cause les autres est une stratégie vouée à l'échec. Prenons l'exemple de la dé-carbonisation, qui est la solution la plus populaire propagée par les institutions progressistes. Les nouvelles technologies qui exploitent les sources renouvelables se heurtent à de sérieux obstacles socio-politiques et économiques. Leur rythme de progression est trop lent pour sauver la planète. Mais surtout elles sont considérées par certains secteurs de la classe dirigeante comme un moyen potentiel d'étendre l'hégémonie du capital.

Les politiques dites « post-carbone » ne font qu'étendre la dépendance du système vis-à-vis du reste des 5C, au lieu d'y mettre fin. Les structures socio-économiques et biopolitiques sous-jacentes, sur lesquelles les révolutions technologiques reposent et auxquelles elles contribuent, doivent être profondément remises en question pour que les masses puissent s'approprier et guider une véritable transition. Cela nécessite non seulement (1) la *Dé-carbonisation*, mais aussi (2) la *Dé-capitalisation*, (3) la *Dé-croissance*, (4) la *Décolonisation* et (5) la *Démocratisation en profondeur* des institutions sociales, c'est-à-dire les « 5D » d'une lutte mondiale pour sauver la vie organisée. La dé-carbonisation, si elle est perçue comme une solution adéquate, ne fonctionnera donc que comme une distraction par rapport aux autres D qui sont tout aussi importants.

> Que pouvons-nous faire en tant que chercheurs engagés ?

La récente résurrection de la technocratie politique représente la forme la plus marquante de l'approche réductionniste adoptée pour résoudre les crises mondiales. Et plus elle échoue, plus elle devient autoritaire. Les universités, en tant que foyers d'innovation et de connaissances de pointe, perdent leur autonomie par rapport à leurs partenaires industriels et commerciaux, qui, aujourd'hui, à l'ère de l'austérité, sont leurs principales sources de financement. Les sciences humaines et sociales (SHS) sont confrontées à une crise d'identité. Il leur faut trouver un discours non réductionniste qui leur permette de retrouver leur vocation historique perdue. Il s'agit de réinventer une recherche qui soit un facteur de « transformation radicale » afin d'axer nos efforts sur des pratiques libératrices en faveur d'alternatives progressistes (comme le montrent les auteurs du *Routledge Handbook of Transformative Global Studies*).

En réaction aux solutions technocratiques inefficaces, on assiste depuis peu à une explosion d'initiatives créatives communautaires et de projets menés sur le terrain portés par la motivation de citoyens qui se battent sous des formes très diverses pour des transitions systémiques plus significatives. La nécessité historique d'un changement profond de civilisation est bien comprise par un nombre croissant de mouvements favorables aux 5D.

Les années 2020 peuvent être considérées comme la décennie la plus décisive du siècle le plus crucial de l'histoire de l'humanité, où « demander l'impossible » devient la seule option « réaliste » pour les forces révolutionnaires émergentes. La conjoncture actuelle, caractérisée par une intensification des crises économiques et écobiologiques, se traduira très probablement par un mécontentement sans précédent. Nous sommes aujourd'hui arrivés à un point où les contradictions entre la théorie et la réalité ne peuvent plus être résolues sans l'apport des forces radicales présentes sur le terrain.

Mais ces forces sont diverses et non structurées, et évoluent rapidement, ce qui les rend difficiles à appréhender. Ce n'est que récemment, à la faveur des confinements et des ralentissements induits par la pandémie, qu'une opportunité sans précédent s'est présentée à ces forces de transformation de se manifester en nouant le dialogue en ligne avec des publics plus larges. Malgré les potentialités libératrices des 5D, le sujet reste marginal au sein des SHS.

> La nécessité de co-créer des communs de la connaissance

La question la plus importante à laquelle nous sommes confrontés dans notre mobilisation en faveur des 5D est de savoir comment « co-développer » une *connaissance inclusive et en même temps dynamique du paysage d'où émergent les alternatives* ; une connaissance qui à son tour accroît l'influence de ces acteurs et pratiques qui portent ces transformations et nous aide à réinventer notre travail de recherche dans le sens de ces transformations. Il n'y a aucune raison de croire que l'intensification des crises entraînera automatiquement la disparition des divisions stériles au sein de la gauche mondiale. L'espoir qu'en dehors du marché des éventuelles interactions entre les innombrables formes de 5D, un nouveau paradigme surgira comme par magie et mettra fin au capitalisme avant qu'il ne mette fin à la vie sur Terre, ressemble curieusement au mythe néoclassique de la main invisible et au conte de fées de la théorie du ruissellement.

Dans le contexte actuel où les intérêts, les droits et les besoins des communautés sont mis à mal par les préférences du Capital, il reste vital pour les initiatives sociopolitiques progressistes menées dans le souci de construire des avenirs durables, autosuffisants, justes et démocratiques, de résister et mettre fin aux enclosures capitalistes du savoir. Sans céder à une mentalité technocratique au sein des SHS, les récents progrès méthodologiques de l'informatique sociale peuvent être consciencieusement utilisés pour renforcer les pratiques libératrices sur le terrain. Le potentiel du *big data* peut être exploité pour créer des « communs de la connaissance » en collaboration avec les mouvements présents sur le terrain, et ainsi orienter et stimuler une transition inclusive vers les éco-civilisations post-5C. ■

Toute correspondance est à adresser à Hamed Hosseini
<hamed.hosseini@newcastle.edu.au>

> Au-delà de *Koyaanisqatsi* :
Réimaginer la civilisation

Barry Gills, Université de Helsinki (Finlande)

Les modèles dominants de pouvoir et d'organisation sociale au sein de notre civilisation doivent être repensés en profondeur et radicalement transformés.

Dans le contexte de la crise actuelle, il apparaît dans le monde entier de plus en plus de commentaires qui témoignent d'une prise de conscience que la configuration actuelle de notre ordre mondial et de notre civilisation a entraîné l'humanité et la « nature » dans une crise majeure et que nous devons agir de manière radicale pour en transformer les fondements. La combinaison, ou « triple crise », des trois C – Climat, Capitalisme et Covid-19 – a apporté l'impulsion nécessaire pour s'attaquer aux causes fondamentales de cette crise.

> Vivre à l'heure de Koyaanisqatsi

Il existe chez les Hopis d'Amérique du Nord un mythe important qui présente un grand intérêt dans le contexte actuel : le mythe de « Koyaanisqatsi », une notion que l'on traduit généralement par « vie déséquilibrée », « forme de vie qui ne devrait pas exister » ou « vie folle ». D'après ce mythe, en tant qu'êtres humains nous sommes les gardiens de toutes les formes de vie, et notre but est de maintenir perpétuellement l'équilibre entre celles-ci. Pour ce faire, nous devons nous-mêmes avoir un mode de vie qui soit en harmonie avec toutes les autres formes de vie. Cependant, selon le mythe de Koyaanisqatsi, les êtres humains ont « perdu la tête » et courent sans but vers un précipice qui va les engloutir, provoqué par leurs propres actions. Une telle culture ne tient pas compte de l'unité et de l'interconnectivité fondamentales de la vie. Elle oublie le caractère sacré de toute vie. Elle oublie son but véritable, et elle oublie la profonde interdépendance des êtres humains avec les autres formes de vie. Les actions des êtres humains deviennent « insensées » et destructrices. Seul un éveil spirituel et un renouveau culturel et matériel véritablement profonds peuvent modifier le cours d'une telle culture, et sauver les êtres humains ainsi qu'une myriade d'autres formes de vie des ravages et de la destruction que Koyaanisqatsi apportera inévitablement.

Nous vivons à l'heure de Koyaanisqatsi. Nous nous sommes laissé envoûter par des concepts totalisants, comme « le progrès », « la modernité », « le développement » et « la mondialisation », qui nous promettaient un avenir meilleur, qui nous promettaient la prospérité matérielle, un avenir de santé, de sécurité, de liberté, alors qu'en réalité ils n'ont fait qu'occulter les processus historiques qui ont conduit à la crise mondiale actuelle.

>>

L'étude de la « chute des civilisations » et des « menaces ou défis existentiels » auxquels l'humanité est confrontée est aujourd'hui de plus en plus légitimée dans les milieux de la recherche et gagne même en popularité. Ce phénomène est symptomatique de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, à savoir, que nous vivons une « grande implosion », une « crise du système mondial », une « crise générale » de notre forme dominante de civilisation. De nombreuses causes peuvent être identifiées pour expliquer cette « crise générale », ce « grand déclin » qui nous menace même d'un « effondrement » de la civilisation. Le changement climatique est bien sûr un vecteur essentiel de cette crise majeure, mais il n'est pas le seul, et à bien des égards, il est lui-même la conséquence de processus historiques beaucoup plus fondamentaux et sous-jacents qui sont à l'œuvre depuis beaucoup plus longtemps. Parmi les processus historiques qui ont induit cette crise majeure, se trouvent la sur-concentration de la richesse (oligarchisation) ; la surexploitation du travail et de la « nature » (c'est-à-dire la sur-extraction de valeur à partir du travail humain et du monde naturel, qui contribue à aggraver l'entropie systémique) ; l'accumulation parasitaire et prédatrice de capital et du surplus de richesse, et le « sous-investissement » dans les infrastructures socialement utiles et productives ; et enfin, une logique systémique tournant à l'obsession pour la marchandisation, la commercialisation et la « croissance économique ».

L'économie dominante qui est la nôtre – en tant que discipline universitaire et pratique concrète – a perpétué l'illusion que l'économie était en quelque sorte sans fondements ni limites biophysiques insurpassables. L'économie de l'environnement n'est qu'un sous-domaine mineur de l'économie dominante, et tous les problèmes environnementaux créés dans le présent par le système économique dominant sont jugés pouvoir être résolus dans l'avenir, essentiellement grâce à l'innovation technologique et à des principes et mécanismes qui obéissent aux lois du marché. Cette vision du monde aveugle et panglossienne a déjà entraîné depuis des décennies une complaisance, des retards et des reports apparemment sans fin de la part des acteurs économiques et politiques les plus puissants du monde dès lors qu'il s'agit d'opérer de manière radicale les changements nécessaires pour éviter une catastrophe climatique et écologique imminente. Cette vision panglossienne du monde et le culte du « marché » sont devenus l'idéologie dominante de notre temps et se trouvent au cœur des idées hégémoniques du « néolibéralisme », de la « mondialisation » et même du « développement » tel qu'il a été compris et pratiqué à travers le monde.

Le terme de « crise » est synonyme de panne. Il indique une défaillance du système. Dans le monde actuel, la crise signifie une menace existentielle pour l'humanité : le « déclin » ou même l'effondrement de notre civilisation, une civilisation dont la mondialisation a soi-disant fait un succès sans précédent.

> Koyaanisqatsi détient également la solution

Quelle est la solution ? La réponse se trouve dans le mythe de Koyaanisqatsi. Nous avons besoin d'une « restauration profonde » de notre civilisation, de toute notre culture, à la fois spirituelle et matérielle, suivant une notion que je développe dans mon article publié en 2020 dans *Globalizations*. Il nous faut « réimaginer la civilisation ». Les formes fondamentales qui constituent les modèles dominants de pouvoir et d'organisation sociale au sein de notre civilisation, c'est-à-dire l'État, le capital et la ville, doivent être réimaginées en profondeur et radicalement changées dans le monde de demain. L'humanité doit accepter son enracinement dans la trame de la vie et reconnaître pleinement la réalité des limites planétaires, de la dynamique du système terrestre, des fondements et des limites biophysiques, des seuils et des points de basculement écologiques et climatiques, dans ce qui est en réalité un système de vie global unifié. Notre orientation future doit consister en une « grande restauration » de la vie sur Terre, dans toute son immense et merveilleuse diversité. Elle doit donc également consister en un « grand renversement » de l'obsession de la marchandisation, de la commercialisation et de la croissance économique universelles qui a jusqu'à présent dominé sur le plan matériel notre vie collective. Le rétablissement des « communs » du monde, aussi bien matériel que social, sera un élément central de cette grande transformation de la civilisation. La paix, à la fois intérieure et mondiale, sera également un élément essentiel d'une civilisation renouvelée et réimaginée. L'ère des ténèbres des siècles passés, marqués par l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme et le pouvoir patriarcal, doit désormais prendre fin.

L'histoire s'écrit plus tard, mais l'avenir s'écrit aujourd'hui. La nouvelle vision du monde qui émerge dans le contexte de la crise systémique mondiale actuelle évoque en fait une vision du monde très ancienne. L'idée de perpétuer la « normalité » perdue d'avant le Covid-19 n'est qu'une vaste illusion. Celle de revenir au statu quo est une idée inévitablement catastrophique. Seule une transformation radicale des formes fondamentales de notre civilisation suffira à éviter le désastre à venir. La praxis transformative du plus grand nombre, par le plus grand nombre et pour le plus grand nombre, est la seule promesse réaliste et la seule source d'espoir pour notre survie collective. À présent il ne peut plus y avoir d'excuses, ni de retour en arrière. ■

Toute correspondance est à adresser à Barry Gills <bkeithgills@gmail.com>

> Inspiration rastafari et réinvention aux Caraïbes

Scott Timcke, Université des West Indies à Saint-Augustine (Trinité-et-Tobago) et **Shelene Gomes**, Université des West Indies à Saint-Augustine (Trinité-et-Tobago) et membre du réseau de recherche de l'ISA sur la Sociologie des migrations (RC31)

Un panneau signale la présence des rastafaris à Shashamane, en Éthiopie, en 2009. Photo : Shelene Gomes.

Avec son couronnement en 1930, Ras Tafari Mekonnen devenait Sa Majesté l'Empereur Haïlé Sélassié Ier. Cet événement a donné lieu, entre autres, à une démonstration cinématographique de fierté destinée à marquer l'entrée dans une nouvelle ère de la vie éthiopienne. À 12.500 kilomètres de là, dans les Caraïbes, des Jamaïcains noirs et pauvres, gouvernés par la monarchie britannique, découvraient en direct les images du spectacle. C'était la première fois qu'ils voyaient un roi noir.

Les archives montrent que les Jamaïcains se sont alors empressés d'échanger des informations, de lire des journaux et des magazines, cherchant à en savoir le plus possible sur l'Éthiopie. Dans sa pièce de théâtre *The Coronation of the King and Queen of Africa* (Le couronnement du roi et de la reine d'Afrique), Marcus Garvey a saisi cette puissante charge symbolique de l'Afrique. Cette curiosité mêlée d'espérance était sans aucun doute une réponse organique aux horreurs du capitalisme racial.

> Une « contre-culture de la modernité »

L'histoire du capitalisme apparaît sous un jour fort différent lorsqu'elle est écrite à partir de l'expérience des Noirs. Bien qu'imparfaits et non exempts de critiques, les rastafaris sont emblématiques de ce que Paul Gilroy a appelé une « contre-culture de la modernité ». Les Trinidadiens C.L.R. James et Claudia Jones ont inversé l'analyse traditionnelle de la modernité pour mieux illustrer la centralité des Antilles dans l'essor du capitalisme européen ; les rastafaris sont également emblématiques d'une tendance à toujours envelopper les projets émancipateurs dans des concepts vernaculaires. Il s'agit d'une inversion de l'idée selon laquelle le changement social et le développement sont mieux conduits par des institutions ou des projets dirigés par l'État.

En effet, la cosmologie rastafari est un bon exemple de la façon dont des sujets subordonnés qui ont imaginé un nouveau mode de vie, ont ensuite lutté en conséquence. En tant que telles, des réinventions imaginatives comme celles des rastafaris aux Caraïbes, qui influencent depuis longtemps l'évolution de l'ethnographie et de la théorie sociale caribéennes, peuvent contribuer à inspirer une sociologie décoloniale pour ce siècle.

>>

> Les éléments d'une sociologie décoloniale

Pour montrer qu'une discipline peut être déplacée, commençons par nous intéresser au mouvement des personnes. En combinant les données recueillies lors de multiples visites de terrain menées entre 2008 et 2015 avec des théoriciens sociaux caribéens postcoloniaux, nous en sommes venus à comprendre la pratique spirituelle rastafari comme le produit d'intellectuels organiquement ancrés dans les Caraïbes qui ont cherché à fournir une explication sociologique à leur situation et à leur vie quotidienne. En effet, dans leur formation de base, la « cosmopolitique » rastafari fournit une riche description des mondes sociaux, comme l'a reconnu Walter Rodney à propos des rastafaris avec lesquels il s'est « ancré » dans la Jamaïque postcoloniale.

Durant la seconde moitié du XXe siècle, des groupes organisés de rastafaris ont migré par vagues successives des Caraïbes vers Shashamane, en Éthiopie. S'installant sur des terres accordées par Haïlé Sélassié Ier aux Africains de la diaspora, cette communauté urbaine est l'expression d'une puissante prise de position politique sur la façon dont l'imaginaire social panafricain peut être réalisé. L'Éthiopie est également un lieu qui, pour les rastafaris, représente l'origine de l'humanité, ainsi qu'un lieu divin et sacré de Sion. Dès lors, l'installation en Éthiopie est qualifiée de « rapatriement », ce qui, à notre avis, indique une auto-réinvention et en même temps un projet de changement social à leurs conditions.

Compte tenu du caractère sacré de Shashamane, les rastafaris continuent de s'y rendre en pèlerinage ou de soutenir financièrement la communauté locale. Ce soutien est particulièrement important pour la survie, le progrès social et la reproduction des valeurs rastafaris en Éthiopie et, par extension, pour l'identité même de la communauté religieuse des rastafaris. La reconquête de la dignité et son lien avec la divinité font suite aux horreurs d'une longue expérience d'assujettissement durant l'époque coloniale. Ce lien entre capitalisme et colonialisme n'est pas établi par des théoriciens de la métropole londonienne, mais plutôt par des personnes originaires de Kingston qui s'installent à Shashamane.

> La « cosmopolitique » rastafari

Pour les rastafaris, l'Éthiopie est non seulement un bastion de longue date du christianisme mais aussi le seul territoire africain à n'avoir jamais été officiellement colonisé par des puissances européennes. Poursuivant une idéalisation préexistante de l'Afrique comme forme de résistance culturelle, les rastafaris en sont venus à croire que l'empereur Haïlé Sélassié Ier avait une origine divine. Cette croyance s'appuie sur le fait que les peuples des Caraïbes connaissent bien la Bible. De toute évidence, le mouvement rastafari est également le fruit de pratiques religieuses originaires d'Afrique de l'Ouest qui ont survécu au « Passage du milieu », la traversée de l'Atlantique à bord des négriers. Mais il est également vrai que lorsqu'au début du XXe siècle des institutions religieuses ont ouvert des écoles dans toute la Jamaïque, l'imagerie biblique est devenue familière à la population.

Plutôt que de s'organiser de manière laïque, c'est par la réinterprétation de ces croyances que la résistance collective à la suprématie blanche a pris forme. Dans cette réinterprétation, on trouve une première tentative organique de décolonisation des pratiques chrétiennes qui ont accompagné l'oppression coloniale dans les Caraïbes.

Dans ce cadre, les rastafaris appartiennent à une humanité commune, incluant ceux qui sont « dans la foi », comme ils disent, et ceux qui ne sont pas devenus des rastafaris. Cette approche pourrait être interprétée comme un nouveau cosmopolitisme du Sud qui adopte une attitude d'ouverture à l'égard de la multiplicité culturelle. L'esprit d'« ouverture » rastafari, selon nous, est ancré dans une conscience historique de la socialité caribéenne qui résulte de l'économie de plantation transcontinentale, de ses hiérarchies, de son environnement multiculturel et de ses actes imaginatifs d'autoréalisation. Il s'agit donc d'une remise en question directe de la suprématie blanche.

Les rastafaris n'ont bien sûr pas été la première expression populaire du panafricanisme ; Paul Gilroy, Hilary Beckles et Robert A. Hill, entre autres, décrivent de nombreuses tentatives antérieures. Néanmoins, leurs pratiques au quotidien peuvent contribuer à enrichir le questionnement empirique et conceptuel sur ce que nous appelons la « solidarité ordinaire ». La solidarité ordinaire nous aide à nous interroger sur ce que peut être une imagination sociologique dans une perspective cosmopolite du Sud fondée sur l'expérience des Noirs.

En tant qu'exemple de solidarité ordinaire, la « cosmopolitique » rastafari peut aider les sociologues à mettre en évidence les façons dont des scénarios localisés se relient aux phénomènes mondiaux. En suivant ces trajectoires riches d'enseignement, nous pensons qu'il est possible de s'inspirer de l'expérience des Noirs pour réinventer la sociologie en contribuant à une discipline décentrée et décoloniale qui permette de conceptualiser les inégalités persistantes et émergentes du XXIe siècle. De cette façon, le potentiel émancipateur d'un « ancrage » de la théorie sociale caribéenne se poursuit. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Scott Timcke <stimcke@gmail.com>
Shelene Gomes <sshelene.gomes@sta.uwi.edu>

> La sociologie sri-lankaise
dans le contexte mondial et local

Siri Hettige, Université de Colombo (Sri Lanka) et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'éducation (RC04), Pauvreté, protection sociale et politiques sociales (RC19) et Sociologie de la jeunesse (RC34)

Le Collège universitaire de Ceylan fondé en 1921. Source : Creative Commons.

Comme on le sait, de nombreuses sociétés non occidentales sont passées à partir du début du XVI[e] siècle sous la domination coloniale occidentale. Le Sri Lanka, une île de l'océan Indien auparavant connue sous le nom de Ceylan, a été sous la domination de trois puissances coloniales successives, à savoir les Portugais, les Néerlandais et les Britanniques, de 1505 jusqu'à son indépendance de l'Empire britannique en 1948. Le pays a connu des transformations de grande ampleur à l'époque coloniale, en particulier pendant les 150 années de domination britannique. Entre autres choses, le milieu éducatif, qui m'intéresse plus particulièrement ici, a beaucoup évolué, avec le passage d'un système scolaire rudimentaire dominé par des institutions religieuses à un système d'enseignement général plus diversifié. Cependant, pratiquement aucun système d'enseignement universitaire moderne n'a été introduit jusqu'à la fin du régime colonial, ce qui a obligé les jeunes de l'élite autochtone désireux de suivre des études supérieures à réaliser leurs études supérieures à l'étranger. Il n'y avait donc aucune possibilité pour les Sri-Lankais cherchant à progresser d'acquérir une formation universitaire sur place, et ce, dans différents domaines, y compris la sociologie, une matière qui était déjà largement enseignée dans de nombreuses universités d'Europe et d'ailleurs.

> L'expansion de l'enseignement universitaire

L'enseignement universitaire s'étant en grande partie développé pendant la période postcoloniale, il aura fallu attendre la création d'une université locale dans les années 1940 pour que la sociologie commence à être enseignée. Pour répondre à la demande croissante d'enseignement universitaire qui a suivi, plusieurs nouvelles universités ont été créées dans les décennies qui ont suivi. L'enseignement de la sociologie est cependant resté limité à l'université de Peradeniya jusqu'à la création en 1969 d'un deuxième département de sociologie à Colombo, plus de 20 ans après l'indépendance.

Il est significatif qu'à la suite de la création de l'université de Peradeniya, un département de sociologie avec l'attribution d'une chaire nouvelle y ait été créé au début des années 1950. Celle-ci a été initialement occupée par un sociologue américain, le professeur Bryce Ryan. Comme la langue d'enseignement était l'anglais, il était possible d'utiliser les mêmes textes de sociologie en anglais qui étaient largement utilisés dans les pays occidentaux et ailleurs. Mais la situation a commencé à changer dans les années qui ont suivi, lorsque d'importants changements sociaux postcoloniaux ont eu lieu. Le système de gouvernement démocratique établi plus de dix ans avant l'indépendance a permis aux mouvements anticoloniaux de formuler des demandes de décolonisation et de renouveau des institutions sociales et culturelles autochtones. Le passage

>>

de l'anglais aux langues autochtones comme langue d'enseignement en 1956, huit ans seulement après l'indépendance, a marqué le point de départ d'un changement social et culturel lourd de conséquences. L'exode continu de nombreux membres des communautés anglicisées, y compris parmi les élites autochtones urbaines, a entraîné une importante fuite des cerveaux hors du pays.

La conversion au milieu des années 1950 de deux grands monastères bouddhistes de la banlieue de Colombo en universités a entraîné, entre autres conséquences, une expansion importante de l'enseignement universitaire. Facilitée par l'expansion du secteur public depuis les années 1950 en lien avec le développement du rôle de l'État, cette tendance s'est poursuivie au cours des décennies suivantes avec la création de plusieurs autres universités dans différentes régions du pays, créant ainsi davantage de possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et d'ascension sociale dans une société postcoloniale caractérisée par de fortes inégalités verticales et horizontales. Étant donné le faible niveau de croissance économique actuel, cette expansion continue de l'enseignement universitaire a entraîné un taux élevé de chômage des diplômés.

> Une sociologie insulaire

Le passage de l'anglais aux langues autochtones, au fil du temps, a privé les élèves majoritairement monolingues de la capacité de travailler à partir de textes en anglais. Bien que certaines mesures aient par la suite été prises par les institutions pour publier des traductions de textes clés de sociologie dans les langues autochtones, le manque de moyens et d'autres contraintes n'ont pas permis de poursuivre cette pratique. Ainsi, la plupart des étudiants ont dû pour l'essentiel se limiter à des notes de cours dans les langues locales, et, au cours des décennies suivantes, ils ont eu de moins en moins accès aux textes originaux de sociologie largement utilisés ailleurs. La plupart des diplômés en sociologie ont pourtant obtenu un emploi dans la fonction publique, indépendamment de la qualité de leur formation. Si certains universitaires ont continué à maintenir des contacts avec des universités étrangères par le biais de formations doctorales et d'échanges internationaux, d'autres sont restés déconnectés des rencontres universitaires internationales, faute de participer à des colloques ou de publier leurs travaux dans des revues internationales. Ces tendances perdurent encore de nos jours. L'Association sri-lankaise de sociologie créée dans les années 1980 sous la houlette de Ralf Peiris, le premier professeur de sociologie sri-lankais qui a exercé dans la première université du pays, est une association qui reste active mais qui n'attire qu'un nombre réduit d'universitaires en provenance de quelques universités locales. Qui plus est, très peu de sociologues sri-lankais sont devenus membres de l'Association internationale de sociologie (ISA). La grande majorité des sociologues du pays n'ont aucun lien avec l'ISA ni même avec d'autres associations nationales de la région. Ils poursuivent cependant leurs activités d'enseignants, mènent des recherches sur des problématiques locales et contribuent à des revues publiées localement, tandis que les diplômés des universités sri-lankaises trouvent souvent un emploi dans la fonction publique.

Ce qui ressort de ce qui précède est que, dans le Sri Lanka postcolonial, l'économie politique issue du nationalisme anticolonial a permis le maintien d'enclaves d'enseignement et de recherche en sociologie dans une large mesure indépendantes des communautés universitaires d'autres pays, que ce soit dans le Nord global ou dans le reste du Sud global, et ce, malgré un processus de mondialisation de l'enseignement privé qui a permis à de nombreuses personnes de trouver d'autres possibilités d'enseignement et de carrière en dehors du système d'enseignement public. C'est ce dernier groupe, souvent issu de milieux plus favorisés, qui continue d'utiliser les circuits propres à l'enseignement privé qui transcendent les frontières nationales. Cependant, la plupart tendent à privilégier les domaines d'enseignement scientifique et technologique plutôt que les sciences humaines, comme la sociologie.

Le développement de la sociologie sri-lankaise a été clairement influencé par les changements survenus pendant et après le régime colonial. Cela correspond bien aux réflexions sur la sociologie de la connaissance auxquelles ont contribué des théoriciens sociaux aussi bien classiques que plus récents, en particulier Karl Marx (1844), Max Weber (1947), Max Scheler (1960), Wilhelm Dilthey (1958), Karl Mannheim (1936), Norbert Elias (1956), Robert Merton (1957) et Peter Berger et Thomas Luckmann (1966), entre autres. Les processus de production et de diffusion des connaissances ont été influencés par l'évolution du contexte socioculturel du pays. La relation actuellement ténue entre la sociologie internationale et la sociologie sri-lankaise reflète les conditions dans lesquelles les sociologues sri-lankais réalisent leur travail, dans un contexte socioculturel et institutionnel particulier. ■

Toute correspondance est à adresser à Siri Hettige <hettigesiri@gmail.com>

> Un aperçu historique de la sociologie sri-lankaise

Subhangi M.K. Herath, Université de Colombo (Sri Lanka)

Il est clair que le développement de la sociologie sri-lankaise ne suit pas un parcours bien défini, contrairement à ce qui se passe en Europe ou en Amérique. Il s'agit d'un mélange concentré de sociologie et d'anthropologie, avec un penchant manifeste pour l'anthropologie. Deux raisons évidentes se dégagent : la première est que le Sri Lanka était une colonie britannique où l'enseignement universitaire, fondé par des enseignants britanniques, a suivi le modèle du système universitaire britannique, où l'anthropologie était une discipline en plein essor au sein des sciences sociales. L'autre est que le pays était déjà un centre d'intérêt pour les missionnaires et les voyageurs, offrant une beauté, une histoire et des systèmes sociaux uniques, et pour tout chercheur qui avait une approche anthropologique, la société et la culture sri-lankaises ont constitué un laboratoire idéal.

Cependant, l'enseignement de la sociologie à un niveau universitaire, qui a débuté dès 1947 à l'université de Peradeniya (la première université avec internat du Sri Lanka), et la participation de certains sociologues et anthropologues britanniques et européens de premier plan à l'enseignement et à la recherche, ont contribué de manière significative au développement d'une sociologie (et/ou anthropologie) sri-lankaise. Certains chercheurs de renom de la première et de la deuxième génération sont toujours actifs et ont considérablement enrichi le domaine, produisant des travaux sociologiques de grande valeur. Certains d'entre eux ont continué à exercer en tant qu'anthropologues classiques ; franchir les frontières entre la sociologie et l'anthropologie semble être une caractéristique notable de la sociologie sri-lankaise, même de nos jours.

> L'évolution d'une « sociologie du Sri Lanka »

Une grande partie des travaux sociologiques des 60 à 70 dernières années sont des études locales qui soit traitent de débats théoriques macro-sociologiques, soit font appel à des micro-études, soit restent dans les limites des *middle-range theories*, pour reprendre la terminologie introduite par Robert Merton (1968). De nombreux sociologues de la première ou de la deuxième génération ont très sciemment fondé leurs travaux sur le corpus international existant de la théorie sociologique et ont procédé à son application, son évaluation et sa mise en question au niveau théorique, apportant ainsi une importante contribution à une « sociologie du Sri Lanka ». S'inscrivent entre autres dans cette tradition de sérieux qui caractérisait le travail théorique des sociologues sri-lankais la contribution d'Edmund Leach (1961), qui a travaillé au département de sociologie de l'université de Peradeniya, au débat qui avait alors cours sur la « super domination structurelle de l'économie », le travail de Tissa Fernando (1972) sur l'insurrection de la jeunesse en 1971 au Sri Lanka, qui a analysé cet événement dans le cadre des travaux de Vilfredo Pareto sur la « transformation des élites », ou encore la contribution de Laksiri Jayasuriya (2000) sur le néolibéralisme et les politiques sociales. En examinant les contributions des sociologues sri-lankais ultérieurs, il apparaît qu'une grande partie de l'attention s'est reportée sur l'évolution des phénomènes sociaux au Sri Lanka, tels que la caste et la classe, les relations agraires, le système politique, les relations entre les sexes, la religion et la culture, ainsi que sur la migration et les réseaux familiaux. Ces dernières années, on constate un net changement d'orientation vers des questions sociales émergentes prédominantes qui ont des répercussions importantes sur l'individu, la société et les différents groupes sociaux. Au cours des 50 dernières années, cette sociologie des questions sociales semble s'être imposée comme « la sociologie sri-lankaise », tant dans les milieux universitaires qu'auprès du grand public.

> Une « sociologie des questions sociales »

Une grande partie des travaux relevant de cette « sociologie des questions sociales » particulière semble avoir suivi la tradition sociologique introduite aux débuts de la sociologie américaine, par exemple, par W.F. Whyte avec *Street Corner Society* (1943), ou Frederic Thrasher avec *The Gang* (1927), ou Florian Znaniecki et W.I. Thomas avec *The Polish Peasant in Europe and America* (*Le paysan polonais en Europe et en Amérique*, 1918), qui ont tous largement contribué à l'élaboration d'un discours théorique sur les questions micro-sociales au niveau local, plutôt que la sociologie théorique européenne ou la sociologie américaine du milieu du XX^{e} siècle qui s'appuyaient sur de solides fondements philosophiques. Une grande partie des travaux sociologiques publiés aujourd'hui au Sri Lanka repose sur des

>>

> ***“Ces 50 dernières années, la sociologie des questions sociales semble s’être imposée comme la ‘sociologie sri-lankaise’, tant dans les milieux universitaires qu’auprès du grand public”***

données recueillies dans le cadre de vastes travaux de terrain, tant au niveau qualitatif que quantitatif, portant sur diverses questions sociales qui ont émergé dans la société sri-lankaise actuelle ; toutefois, bien qu’ils ne soient pas totalement dépourvus de fondement théorique, ils manquent souvent de la rigueur théorique et de la solidité conceptuelle attendues de travaux universitaires. Cette situation a conduit à la production d’un immense corpus de littérature sociologique qui s’apparente presque à une sorte de « sociologie journalistique ». Néanmoins, il est important d’ajouter que la popularité de ces études auprès du grand public, notamment parce qu’elles n’entraînent pas le lecteur dans d’importants débats théoriques, ne doit pas être sous-estimée car elles permettent d’attirer plus largement l’attention du public sur les travaux sociologiques.

La majorité des universités sri-lankaises comptent aujourd’hui des cursus de sociologie ; cependant, un changement important s’est imposé au niveau de l’enseignement ainsi que de la matière concernée. Les conséquences des évolutions sociales, notamment le changement de 1956 dans la politique linguistique de l’État (qui a fait de la langue de la population majoritaire, le cinghalais, la langue officielle de l’État, n’accordant aucune reconnaissance au tamoul, la langue des populations minoritaires, et à l’anglais, la seule langue internationale utilisée dans le pays), l’importante fuite des cerveaux qui a suivi, et le changement de la langue d’enseignement dans le système scolaire, de l’anglais aux langues vernaculaires, qui a créé une nouvelle génération privée de la possibilité d’apprendre une langue internationale et d’accéder au savoir mondial, se font encore ressentir aujourd’hui sur la production du savoir sociologique. Néanmoins, étant donné les changements systémiques et structurels considérables que connaît la société, et les nombreuses stratégies adoptées par la population pour faire face à ces réalités quotidiennes, la diversité qui émerge des travaux sociologiques constitue certainement une source d’inspiration.

La question est cependant la suivante : Un tel travail de « sociologie de la vie quotidienne » peut-il être considéré comme de la « sociologie » ? Max Weber, dans *La science, profession et vocation* (1919), écrivait : « De nos jours, dans les cercles de la jeunesse, il est largement admis que la science est devenue [...] un calcul qui n’implique que l’intelligence froide et non le cœur et l’âme ». La sociologie ne consiste pas seulement à voir, interpréter et commenter, mais aussi à faire émerger des « idées » sur la base d’un « travail acharné ». Ce travail acharné serait assurément facilité par les connaissances acquises par nos prédécesseurs. L’absence d’une telle rigueur théorique, qui est également le résultat d’autres facteurs, notamment liés aux aptitudes linguistiques, à la disponibilité des ressources et à l’intérêt pour l’apprentissage approfondi d’une véritable science, peut obscurcir la différence entre la sociologie du quotidien et le journalisme du quotidien. Les sociologues sri-lankais devraient s’efforcer ensemble de sauver la sociologie d’une médiocrité bien enracinée – tant qu’il est encore temps. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Subhangi M.K. Herath <subhangi@soc.cmb.ac.lk>

> Paix, conflit et violence au Sri Lanka

Kalinga Tudor Silva, Université de Peradeniya (Sri Lanka)

Des civils tamouls déplacés quittent un territoire tenu par les Tigres tamouls (LTTE) pour un territoire tenu par les forces armées sri-lankaises en 2009, durant la dernière phase de la guerre civile.

La sociologie sri-lankaise s'est développée à partir des années 1960 sous la forme d'études ethnographiques et historiques de chercheurs locaux et internationaux qui avaient pour objectif de comprendre une société qui était stable et largement pacifique. Ces études ont tenté d'éclaircir les principes fondamentaux qui sont à la base d'institutions telles que les liens de parenté, le régime foncier, la religion et les castes. Pris en quelque sorte par surprise par de nouvelles réalités auxquelles ils n'étaient pas préparés, ces chercheurs ont dû faire face dans les décennies qui ont suivi à diverses formes de violents conflits sociaux. Dans cet article, je m'intéresse aux violents conflits qui sont intervenus au Sri Lanka à partir des années 1970, aux divers points de vue à partir desquels les chercheurs les ont abordés, aux défis rencontrés et aux leçons que nous pouvons en tirer en vue de promouvoir la paix.

> Violence extrême et chronique

La violence qui a éclaté au Sri Lanka depuis les années 1970 a pris de nombreuses formes. On peut citer notamment les soulèvements politiques menés contre le gouvernement par Janatha Vimunkthi Peramuna (JVP), le Front de libération du peuple, un mouvement rebelle de jeunesse d'inspiration marxiste dans le sud du Sri Lanka, qui ont fait l'objet d'une répression sans précédent en 1971 et à nouveau de 1987 à 1989 ; les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (également connus comme les Tigres tamouls), un mouvement armé séparatiste ethno-nationaliste initié par les Tamouls du nord du Sri Lanka, qui a provoqué une guerre prolongée de 1983 à 2009, entraînant de graves violations des droits de l'homme des deux côtés ; la flambée brutale d'émeutes ethniques en juillet 1983, provoquée par des foules cinghalaises contre des civils tamouls ; et l'orgie de violence déclenchée par de présumés terroristes islamistes contre des touristes et des chrétiens le dimanche de Pâques du 21 avril 2019. Au fur et à mesure que la violence s'est installée, elle a pris une forme chronique et aiguë à l'initiative des agents de la force publique aussi bien que de leurs opposants. Tous ces conflits ont gravement menacé la sécurité nationale. Des épisodes réguliers de violences postélectorales se sont également produits à chaque élection nationale depuis les années 1970, prenant généralement pour cible les perdants. Selon Jonathan Spencer, « la violence au Sri Lanka est souvent une accentuation de la vie politique habituelle plutôt qu'une rupture totale avec celle-ci ».

La plupart de ces violences étaient motivées par des questions d'identité, alimentées par des idées progressivement uniformisées, ancrées dans une identité monolithique, qu'elle soit ethnique, religieuse, de classe ou de caste. Les conflits identitaires exigeaient une analyse sociologique, non seulement parce qu'ils présentaient une certaine continuité avec les sujets abordés à l'époque précédente, mais aussi parce qu'ils ne se prêtaient pas à l'analyse strictement économique ou politique menée par les disciplines connexes. Les politiques nationalistes qui ont présidé à la création de l'État sri-lankais après l'indépendance ont été de plus en plus reprises par l'élite cinghalaise et bouddhiste au nom de la majorité ethno-religieuse, qui représente plus de 70% de la population du pays. Les contre-mobilisations des minorités tamoules et musulmanes exigeaient de comprendre l'interaction évolutive entre identité, intérêts et mobilisations collectives dans un contexte

>>

postcolonial impliquant divers ancrages ethno-nationalistes.

> L'ébranlement de l'entreprise sociologique

Ces développements ont également posé de sérieux défis à la sociologie et à l'anthropologie en particulier. L'idéologie cinghalaise bouddhiste dominante, notamment, a cherché à éliminer toute prise de position critique de l'intérieur. Par exemple, dans *Buddhism Betrayed*? (Le bouddhisme trahi ?, 1992) S.J. Tambiah évoquait le paradoxe du bouddhisme, une doctrine strictement non-violente qui a été instrumentalisée en vue d'inciter à la violence contre les Tamouls. Le livre a été interdit au Sri Lanka et un certain nombre d'écrits de propagande le contrant en cinghalais ont été produits par des intellectuels nationalistes cinghalais qui ont non seulement attaqué son auteur, un anthropologue sri-lankais de renommée internationale issu d'un milieu tamoul protestant, mais aussi la discipline elle-même. Cet état d'esprit a conduit toute une génération de sociologues sri-lankais, dont Gananath Obeyesekere, H.L. Seneviratne, Kitsiri Malalgoda, Valentine Daniel et Chandra Jayawardena, à émigrer à l'étranger pour y poursuivre leurs recherches critiques sur le Sri Lanka. Seule une poignée de sociologues, sous l'impulsion de Newton Gunasinghe, ont choisi de poursuivre le combat de l'intérieur. Souvent, les prises de position des chercheurs entraient en conflit avec le nationalisme hégémonique qui s'est attaqué à toute contestation de l'intérieur comme de l'extérieur. De même, les Tigres tamouls ont violemment réagi contre toute dissidence en provenance d'intellectuels tamouls, les qualifiant de traîtres à la cause tamoule. Ainsi, la dynamique du conflit a ébranlé l'entreprise sociologique elle-même, rendant difficile, voire impossible, toute analyse objective et détachée.

Au fur et à mesure que la guerre progressait, la violence s'est enracinée, une partie des forces de sécurité, des milices civiles, des bandes armées et des trafiquants de drogue travaillant, selon le contexte, en bonne entente ou en conflit avec les uns ou les autres. La guerre civile a finalement pris fin en 2009, mais les violences se sont poursuivies sous la forme d'une vague d'hostilité antimusulmane fomentée par des moines bouddhistes militants de 2012 à 2020, des attaques dévastatrices du dimanche de Pâques 21 avril 2019 par des groupes supposés islamistes, et des contre-attaques du 13 mai dirigées contre des musulmans innocents dans des lieux déterminés. À la violence physique s'est ajoutée la destruction de biens, l'intimidation, les menaces, la coercition, les campagnes de haine relayées par les médias, et la banalisation des pratiques de discrimination tant par les organismes publics que par les civils. Comme l'ont souligné de nombreux chercheurs, une culture de l'impunité s'est peu à peu installée.

> Les dommages causés par les politiques fondées sur la loi de la majorité

La politique linguistique de l'État en est un exemple. La décision d'instaurer le cinghalais comme unique langue officielle, promulguée par le pro-cinghalais Mahajana Eksath Peramuna (Front uni populaire) élu avec un soutien populaire massif en 1956, cherchait à pallier les désavantages de l'homme du peuple vis-à-vis de la classe anglophone privilégiée qui avait dirigé le pays depuis l'époque coloniale. La politique linguistique officielle a en fait aliéné les Tamouls de l'État sri-lankais, limitant également leur capacité à accéder aux emplois convoités du secteur public. Le parti pris majoritaire de l'État n'a pas permis à l'élite sri-lankaise de comprendre que cela marginaliserait inévitablement les locuteurs tamouls. À l'époque, la sociologie n'était pas un sujet très développé au Sri Lanka, et les recherches sur la politique linguistique étaient en grande partie menées par des universitaires nationalistes cinghalais qui soutenaient la politique officielle. Le revers de cette politique est devenu évident quelques années plus tard, lorsqu'une approche plus conciliante de l'utilisation du tamoul a émergé au sein même de l'État. Mais le mal était fait.

Les politiques de l'État en matière d'éducation, de colonisation et de développement ont suivi la même logique que pour les langues officielles. Elles étaient clairement conçues pour profiter à la majorité cinghalaise, les partis politiques cinghalais traditionnels étant engagés dans un processus de surenchère compétitive pour privilégier la communauté majoritaire. Les dynamiques structurelles et culturelles ont souvent fonctionné à l'unisson afin de légitimer la spirale de violence qui submergeait la nation insulaire.

Quant aux conséquences pour l'établissement de la paix, toutes les interventions ad hoc ont peu de chances de réussir. Cela est dû au fait qu'une certaine architecture politique s'est développée au Sri Lanka après l'indépendance, avec des mécanismes intégrés permettant de faire échouer toute tentative de s'attaquer à des préjugés bien ancrés. Alors que de petits changements peuvent parfois servir de catalyseur, nous nous trouvons dans une situation où toute concession aux minorités est destinée à avorter. C'est là le principal défi que doit relever la sociologie sri-lankaise, ici et maintenant. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Kalinga Tudor Silva <kalingatudorsilva@gmail.com>

> Le rôle de la violence
dans la formation de l'État sri-lankais

Farzana Haniffa, Université de Colombo (Sri Lanka)

Juillet 1983 est maintenant devenu une date charnière dans l'histoire du Sri Lanka dans la mesure où beaucoup situent à ce moment-là le début du conflit ethnique. Elle est considérée comme le point de rupture des relations entre un gouvernement majoritairement cinghalais au Sud et les Tamouls du Sri Lanka, et le début de l'émigration et de la diaspora tamoules. C'est également le moment où, comme l'a également souligné Pradeep Jeganathan, les anthropologues ont commencé à s'intéresser à la question de la « violence ».

Plusieurs publications sont parues au lendemain des violences de 1983. Un groupe important d'anthropologues, dont beaucoup se trouvaient au Sri Lanka en juillet 1983, ont participé à la publication en 1984 du volume *Sri Lanka in Change and Crisis* sous la direction de James Manor. Les contributions de Gananath Obeyesekere, de Jonathan Spencer, d'Elizabeth Nissan et de Roderick Stirrat à ce volume ont attiré l'attention sur des questions importantes. Stanley Tambiah a participé deux ans plus tard, suivi de Bruce Kapferer et, bien après, de Valentine Daniel et Pradeep Jeganathan.

> Le contexte de 1983

Le Parti national unifié (UNP) était au pouvoir depuis 1977 et la libéralisation économique avait été introduite dans le pays en 1978. L'autoritarisme du régime de l'UNP était déjà évident au lendemain des élections de 1977, lorsque la violence anti-Tamouls s'est poursuivie sans relâche pendant près d'un mois après les élections. Cette tendance s'est accentuée et a culminé un an avant les émeutes liées au référendum de 1982 qui ont permis au gouvernement en place de rester au pouvoir avec une majorité des deux tiers pour un mandat supplémentaire sans qu'il y ait eu d'élections. L'opposition au référendum a été importante et traitée assez durement par l'UNP, qui a mobilisé les nombreux membres de son syndicat, le Jathika Sevaka Sangamaya (JSS). Le JSS avait été lui-même créé pour affaiblir la base qui soutenait les partis de gauche au sein du mouvement syndical, et son idéologie n'était pas celle du socialisme mais du nationalisme. Les menaces et la terreur que l'UNP faisait peser sur tous les opposants, y compris sur le système judiciaire, sont décrites par Stanley Tambiah (1986) et Gananath Obeyesekere (1984) comme la toile de fond des violences de 1983.

> Analyses anthropologiques de la violence

L'année 1983 a également donné lieu à une série d'écrits légèrement différents dans le pays. Jani De Silva a décrit la manière dont la recherche au lendemain des évènements de 1983 a été à l'origine d'importants ouvrages comme *Ethnicity and Social Change in Sri Lanka* (1984) et *Facets of Ethnicity in Sri Lanka* (1987). Le premier était une tentative de démanteler le mythe de la supériorité ethnique (cinghalaise), et le second une critique à la fois des nationalismes cinghalais et tamoul et des caractéristiques structurelles qui ont permis aux deux de se développer. Ces critiques issues des sciences sociales cherchaient, en réaction aux « émeutes », à influencer le débat et la politique des pouvoirs publics.

Les anthropologues semblaient également vouloir trouver une explication « culturelle » plus substantielle à l'ampleur et à la brutalité des violences que la seule description des conditions politiques et économiques à l'origine de l'événement ne permettait pas d'expliquer de manière satisfaisante.

Les chercheurs ont cherché des moyens d'expliquer la colère et la violence des foules (principalement) cinghalaises qu'un anthropologue a qualifiées de « peuple par ailleurs pacifique ». Nous avons donc des analyses comme celle de Bruce Kapferer et, dans une certaine mesure, de Jonathan Spencer (bien que Spencer ne soit pas en accord avec la caractérisation de Kapferer). Ces analyses tentent d'identifier dans les éléments d'une conscience collective cinghalaise un cadre explicatif de la nature des violences perpétrées dans le contexte des excès politiques de l'UNP. Kapferer a qualifié cette violence de démoniaque et a soutenu qu'une explication de la violence était l'ontologie particulière de la conscience cinghalaise qui ressemblait à celle qui a émergé dans le monde démoniaque de l'exorcisme. Dans une analyse complexe qui tient compte du contexte dans lequel la violence s'est produite, ainsi que des antagonismes de classe qui ont été mobilisés pour inciter à la violence, Kapferer a comparé la violence elle-même à un exorcisme. Pour Spencer, il s'agissait plutôt d'une extension de la manière dont la politique pouvait permettre aux Cinghalais de se libérer de l'imposant décorum auquel ils étaient soumis dans leur vie sociale au quotidien. Spencer a également affirmé que les attaques étaient dues au fait que les « victoires » des Tigres tamouls (LTTE) dans le nord du pays étaient une manière d'échapper au

>>

scénario inscrit dans les récits de la chronique du *Mahavamsa*. Texte fondateur de la pensée cinghalaise sur les Tamouls et de l'approche des Cinghalais sur leur propre histoire, le *Mahavamsa* a constamment dépeint les rois cinghalais comme décimant les envahisseurs « tamouls ».

Pour Valentine Daniel, les approches cinghalaise et tamoule du passé sont importantes pour comprendre la férocité de la violence. Daniel soutient ainsi que l'on peut trouver l'une des conditions structurelles de la violence dans la discordance qui découle des différentes dispositions des deux peuples envers le passé : l'une qu'il qualifie d'« épistémique », et l'autre d'« ontique ». Il conclut avec une idée forte et convaincante, selon laquelle le refus ou l'échec de la reconnaissance du mode d'existence de l'autre inclus dans ces deux approches de soi, et les angoisses et le « doute radical » sur sa propre identité causés par ce manque de reconnaissance, peuvent être compris comme les éléments qui mènent à la violence.

> Une politique d'antagonismes cultivés

Daniel et Kapferer ont tous deux été critiqués pour leur cadre de pensée « culturaliste » et essentialiste, d'aucuns réclamant une analyse mieux décomposée de l'identité des responsables et de leur organisation. Il est toutefois important de noter que cette façon de penser et d'écrire sur les événements de 1983 était en soi une façon d'appréhender la vie politique du Sri Lanka de l'époque comme étant essentiellement déterminée par les antagonismes entre nationalismes tamoul et cinghalais. Une telle analyse a empêché de comprendre les caractéristiques structurelles qui semblaient nécessiter la création et le maintien de ces relations agonistes et dyadiques à des fins politiques.

L'intérêt de ce type de questionnements sur la violence s'est amoindri face à la violence décuplée de la guerre. Par conséquent, ce que ces anthropologues voyaient comme des animosités cultivées prenant le sens et le statut d'inimitiés primordiales n'a pas été poussé plus loin, ce qui a peut-être empêché de mieux comprendre un système politique qui nécessite l'affirmation des antagonismes. Aujourd'hui, cela fait une dizaine d'années qu'est apparue une autre série d'antagonismes – entre les Cinghalais et les musulmans – et nous avons déjà vécu une attaque d'une ampleur effroyable de la part de militants islamiques. Nous sommes actuellement incapables de comprendre cette évolution autrement qu'à travers le prisme du terrorisme international. Il est temps que nous réexaminions la production de connaissances concernant l'année 1983 afin, peut-être, de tirer les leçons de cette expérience de culture des inimitiés. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Farzana Haniffa <ffhaniffa@gmail.com>

> Des frontières imprécises entre anthropologie et sociologie

Premakumara de Silva, Université de Colombo (Sri Lanka) et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie de la religion (RC22)

Le Sri Lanka a une longue tradition d'enquête sociologique et anthropologique, que corroborent les travaux approfondis effectués par des sociologues et anthropologues étrangers et sri-lankais sur la société et la culture sri-lankaises. Leur importante contribution à cette tradition apparaît clairement dans les précieuses enquêtes bibliographiques de Ian Goonetileke (1979) et les études de terrain publiées par Liz Nissan (1987), Bruce Kapferer (1990), Michael Roberts (1997), Tudor Silva (1990, 2000), Susantha Goonatilake (2001), Sasanka Perera (2005, 2014), Siri Hettige (2010) et Siri Gamage (2014). Toutefois, dans ce court article, je vais m'intéresser plus particulièrement aux liens entre sociologie et anthropologie au Sri Lanka, et aux domaines de recherche privilégiés par les anthropologues et sociologues à ce jour.

> Les imbrications entre anthropologie et sociologie

Il y a plus de 60 ans que l'anthropologie et la sociologie ont été introduites comme domaines d'étude dans les universités sri-lankaises. Il ne fait aucun doute que la sociologie est aujourd'hui l'une des matières les plus prisées des étudiants sri-lankais. Une caractéristique notable de la sociologie sri-lankaise est que la division entre l'anthropologie et la sociologie n'est pas clairement établie. Les universitaires formés dans le pays ou à l'étranger aux traditions anthropologiques et sociologiques travaillent souvent dans les départements de sociologie des universités sri-lankaises. Comme beaucoup d'autres sociologues au Sri Lanka, j'ai moi-même été formé dans les deux traditions. Une autre caractéristique importante est que la grande majorité des sociologues et anthropologues sri-lankais ont concentré leurs efforts de recherche sur le Sri Lanka et que peu d'entre eux ont fait des recherches ailleurs. Les travaux de S.J. Tambiah sur la Thaïlande (sur le bouddhisme), de Chandra Jayawardena sur la Guyane et les îles Fidji (sur les travailleurs des plantations) et d'Arjun Gunaratne sur le Népal (sur les liens de parenté) sont des exceptions notables. En ce qui concerne le contenu des matières, il est difficile de les séparer, car presque tous les départements de sociologie des universités sri-lankaises ont développé leurs cursus à partir d'un mélange des deux disciplines, en ignorant souvent les frontières séparant la sociologie et l'anthropologie. À l'issue de ces études, les étudiants reçoivent un diplôme de sociologie. Toutefois, certains affirment qu'actuellement, ce qui est enseigné et réalisé sous les appellations d'anthropologie et de sociologie ne correspond pas aux normes internationales.

> Un aperçu historique

D'un point de vue historique, l'intérêt anthropologique et sociologique pour la culture et la société sri-lankaises a commencé à se développer au cours de deux périodes historiques distinctes : l'anthropologie est apparue à l'époque coloniale, tandis que la sociologie s'est développée pendant la période post-coloniale. Alors que l'anthropologie était très liée au régime colonial, la sociologie s'est dans un premier temps développée sous l'influence d'universitaires américains, en grande partie en rapport avec la nomination de Bryce Ryan comme premier professeur de sociologie à l'université de Ceylan au début des années 1950. L'origine de la tradition de la recherche anthropologique au Sri Lanka remonte au moins à la période coloniale britannique. Le travail ethnographique de Seligman sur la communauté aborigène des Vadda en 1911 peut être considéré comme le début de cette tradition. Pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, le Sri Lanka était à la traîne en termes de recherche anthropologique. Peu après l'indépendance du pays, en 1949, l'enseignement de la sociologie a été introduit à l'université

>>

et, en 1959, le premier cursus complet de sociologie a été établi. Au milieu des années 1950, de nombreux textes de grande valeur ethnographique/sociologique ont été produits par des chercheurs sri-lankais et étrangers. Ces écrits ont été complétés par des travaux sociologiques et anthropologiques ultérieurs réalisés par des chercheurs tels que Bryce Ryan (1953), Ralph Peiris (1956), Edmond Leach (1960, 1961), Gananath Obeyesekere (1966), Nur Yalman (1967), Kitsiri Malalgoda (1976), H.L. Seneviratne (1978) et Bruce Kapferer (1983). Après l'indépendance, une grande partie des études d'anthropologie/sociologie au Sri Lanka n'a pas abordé directement les questions du nouvel « État-nation », mais s'est plutôt concentrée sur des questions liées à la caste, aux liens de parenté, au régime foncier et à la religion populaire.

Les anthropologues « étrangers » qui ont mené une grande partie de leurs recherches sur le Sri Lanka provenaient pour la plupart d'universités britanniques, américaines et australiennes. Ils ont apporté plusieurs contributions remarquables à l'étude de la culture, de la société et de la politique sri-lankaises. Toutefois, leurs travaux anthropologiques ont été fortement influencés par ceux des deux anthropologues les plus éminents que le Sri Lanka ait produits, Gananath Obeyesekere et S.J. Tambiah, qui se sont tous deux illustrés au cours de leur carrière universitaire dans des universités nord-américaines de premier plan. La tradition anthropologique/sociologique locale s'est principalement construite à partir des travaux de ces anthropologues, bien que de nombreuses recherches ultérieures menées par des universitaires étrangers et locaux ainsi que par des chercheurs d'origine sri-lankaise basés dans d'autres pays aient contribué de manière significative à l'exploration de nouvelles questions sociales et culturelles qui avaient été auparavant négligées.

> Évolution des préoccupations

Depuis le début des années 1980, la sociologie/anthropologie sri-lankaise a reporté son attention sur l'étude de la violence de groupe dans la société sri-lankaise – une violence intra-sociétale impliquant des communautés ethno-religieuses ainsi que des secteurs défavorisés de la société, comme les jeunes marginalisés. Parmi les sociologues et anthropologues qui, après l'indépendance, ont apporté une contribution significative dans ce domaine, citons Newton Gunasinghe, Siri Hettige et Tudor Silva, qui, de retour au Sri Lanka après des études doctorales dans des universités étrangères, ont commencé à explorer de nouveaux domaines de recherche tels que la question des inégalités dans les zones rurales du Sri Lanka, les questions d'identité et de violence chez les jeunes, et les questions de santé publique. Il est significatif que les travaux de ces chercheurs et d'autres encore aient été influencés ces dernières années par les connaissances théoriques et méthodologiques issues de la longue tradition anthropologique et sociologique sri-lankaise.

Avec ce court article, j'ai tenté de rendre compte du développement de l'anthropologie et de la sociologie en tant que domaines d'étude, de recherche et d'enseignement dans les universités sri-lankaises, depuis la création du premier département de sociologie en 1949 jusqu'à une époque plus récente. Aujourd'hui, 11 des 15 universités du pays proposent au minimum des cursus de sociologie jusqu'à la licence. On constate à des degrés divers la coexistence, dans le système universitaire, des traditions anthropologique et sociologique, que ce soit au niveau des cours enseignés, de la recherche, ou des publications. Il convient de noter la diversité considérable des institutions universitaires en termes de qualité de l'enseignement, de la recherche et des publications, et le lien des universitaires avec une longue tradition anthropologique et sociologique. C'est dans ce contexte que les travaux des universitaires dans ces domaines pourraient être confrontés à plusieurs défis au Sri Lanka si tant est qu'ils veuillent maintenir un ensemble de normes communes en matière d'enseignement, de recherche et de diffusion dans un environnement local et mondial complexe et évolutif. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Premakumara de Silva <prema@soc.cmb.ac.lk>

> Mondialisation et dépendance :

La question des déchets plastiques en Chine

Pinar Temocin, Université d'Hiroshima (Japon)

Déchets plastiques aux Philippines. Crédit : Adam Cohn/flickr.com. Certains droits réservés.

La mondialisation peut être considérée comme un processus intégral qui fait intervenir une transformation de la société aux niveaux social, culturel et économique. Elle affecte à la fois les régions et les nations développées et celles en voie de développement, tant au niveau micro qu'au niveau macro. La mondialisation a apporté des changements importants qui constituent pour nous de véritables défis. Elle a également eu des répercussions sur l'environnement en raison des nouvelles formes de gouvernance économique.

En s'intéressant aux réalités mondiales dans le contexte de la mondialisation, on constate que la domination en fait partie intégrante. La notion de dépendance comme faisant partie du processus de mondialisation (ou de l'ordre mondial globalisé) permet de mieux comprendre le système international qui repose sur un compromis entre les pays « du centre » économiquement dynamiques (les nations dites développées) et les pays pauvres « de la périphérie » (les pays dits en développement). Dans le cycle écologique, nous constatons une corrélation entre dépendance et exploitation des ressources. Cela a donné lieu à une relation non linéaire, où les pays en développement semblent dépendre des pays développés pour leur commerce de déchets (et non l'inverse). On peut considérer cela comme une conséquence de la mondialisation.

>>

La mondialisation a permis aux pays du Sud et du Nord d'être davantage connectés, par le biais de liens économiques accrus. Mais cette relation est devenue plus complexe que jamais compte tenu de sa double trajectoire. En ce sens, un examen plus approfondi de la hiérarchie liée aux déchets (en particulier la question des déchets plastiques dans le cycle de pauvreté en Chine) permettrait d'apporter le parfait exemple du fonctionnement de cette relation déséquilibrée dans la réalité.

> La question des déchets plastiques en Chine

Le commerce des déchets plastiques en Chine (qualifié de « crise » par certains) constitue l'une des meilleures illustrations du fonctionnement de la dépendance dans le nouveau système mondial. La Chine est le plus grand importateur et transformateur de déchets plastiques (en tant que première destination des déchets recyclables), représentant 56% du marché mondial des déchets.

L'interdépendance des pays peut avoir des effets structurels problématiques. Les pays exportateurs de déchets se débarrassent des conséquences de leur « dépendance aux déchets » en ayant recours à des solutions bon marché et à des approches qui privilégient l'élimination des déchets à l'abri des regards plutôt que le recyclage. Il va sans dire que ces pays profitent du système mis en place tout en bénéficiant de meilleures conditions environnementales. Les pays importateurs de déchets (comme la Malaisie, le Vietnam, la Thaïlande, l'Indonésie et d'autres) souffrent de situations sanitaires déplorables, de l'exploitation de leur main-d'œuvre, d'une pollution de leur environnement, etc. Qui plus est, ces pays semblent incapables de mettre en place une réglementation solide ou des mécanismes de contrôle pour limiter les importations de déchets, du fait des avantages économiques qu'elles sont censées procurer. Bien que le commerce des déchets puisse être considéré comme une opportunité économique pour les pays en développement, il y a discordance entre ce qu'apporte cette opportunité et sa réalité toxique. La Chine, en tant que nation en développement, peut être considérée comme un « cobaye ». Le pays illustre bien cette discordance qui affecte particulièrement son propre environnement et la santé publique de sa population, victimes d'une toxicité accrue (ce qui revient à violer le droit de vivre dans un environnement sain, propre et sûr), et qui affecte également les droits des travailleurs qui séparent les déchets plastiques des pays étrangers dans d'aussi mauvaises conditions.

En exportant leurs déchets, les habitants des pays développés et industrialisés (tels que les États-Unis, le Japon, l'Australie, etc.) bénéficient d'un environnement plus propre et plus protégé et d'un mode de vie plus sain, tandis que les travailleurs et les enfants chinois (qui ne vont pas à l'école lorsqu'ils travaillent dans le secteur du recyclage du plastique) souffrent de leur affectation à l'industrie des déchets. Le flux de matériaux rejetés des pays développés vers le monde en développement pour être traités à l'abri des regards et dans leur intérêt propre (au lieu de développer des industries et des politiques de recyclage nationales) a exposé les pays pauvres à une crise socio-environnementale.

> Conclusion

Bien que la question du recyclage des déchets plastiques en Chine ait apparemment été étouffée ou occultée par la croissance économique du pays au cours des dernières années, il s'agit bien d'un problème lié à la mondialisation et d'un facteur d'inégalités à travers le monde, qui montre la persistance d'une hégémonie sur la gestion du tri et du recyclage des déchets. Plutôt que de contribuer au développement des pays importateurs, le commerce mondial des déchets, avec les inégalités qu'il génère, crée une « bataille du recyclage » ou une « lutte autour du plastique » provoquée par le déversement des déchets des nations riches vers la Chine (et vers d'autres pays d'Asie du Sud-Est). Qui plus est, ce commerce illustre une réalité économique où le contrôle des pays du Nord sur les pays en développement a entraîné un blocage qui ne permet pas à ces derniers de tracer leur propre chemin vers un ordre mondial plus juste. ■

Toute correspondance est à adresser à Pinar Temocin
<pnrtemocin@hotmail.com>